

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2736

11 novembre 2008

SOMMAIRE

ADD Venture S.A.	131288	Immovina Invest S.A.	131326
Aelle Holding S.A.	131285	International Investment Development S.A.	131324
Apollo Ventures S.A.	131288	Interportfolio II	131286
Assenagon Zielrendite	131289	Jupiter S.A.	131285
Bambi S.A.	131283	M&G Packaging s.à.r.l.	131323
Billington Holding S.A.	131284	MIC European Financing S.à r.l.	131327
Binsfeld & Bintener S.A.	131324	Millicom International Cellular S.A.	131323
BlackRock Agriculture Fund - Master Fund	131289	MME Energy Holdings S.A.	131325
Centauro Management S.A.	131282	Mossi & Ghisolfi Finance Luxembourg S.A.	131321
Centauro Participations S.C.A.	131282	Mossi & Ghisolfi International S.A., en abrégé M&G International S.A.	131322
Centrobank Sicav	131285	Myrtille S.A.	131284
Chremis SICAV - SIF	131292	Natixis Real Estate Feeder S.à r.l.	131321
Como Luxembourg Sàrl	131320	N.D. Associés S.A.	131287
Compagnie de Développement de l'Eau S.A.	131328	Newtown Holding S.A.	131325
Eclat Investments S.A.	131287	Nex-Foto Capital S.A.	131320
Eltide Holding S.A.	131282	Randstad Holding Luxembourg S.à r.l. ..	131326
Europe-Equity-Invest: Defensiv	131292	Rasa Land Investors LuxCo S.à r.l.	131321
Fidji Luxembourg (BC)	131324	Rentex Vertriebs G.m.b.H.	131319
FIMM Investmentfund	131288	Rockhouse Société Immobilière S.A. ..	131282
FondsSelector SMR Sicav	131287	Selama S.à.r.l.	131325
Frastema S.A.	131289	S.J.M. Finance	131284
Headlight Holding S.A.	131283	Tamaco European S.A.	131324
Homes pour Personnes Agées de la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde	131322	Tenderlian Studio S.A.	131287
IFM Rohstoffwerte	131292	Valura S.A.	131286

Eltide Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 59.388.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIREde la Société qui se tiendra au siège social, le 1^{er} décembre 2008 à 14.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Démission des quatre administrateurs et du commissaire aux comptes.
2. Nomination des nouveaux administrateurs et du commissaire aux comptes en leur remplacement.
3. Décharge à accorder aux administrateurs et commissaire aux comptes sortants.
4. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, au siège social de la Société, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2008137836/693/17.

Centauro Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 60.504.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 27 novembre 2008 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2007
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008139016/788/16.

Centauro Participations S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 60.505.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 27 novembre 2008 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du gérant et du Conseil des Commissaires
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2007
3. Décharge au gérant et aux commissaires
4. Divers

Le Gérant.

Référence de publication: 2008139017/788/16.

Rockhouse Société Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 53.377.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 27 novembre 2008 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2007
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008139018/788/17.

Bambi S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 39.326.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 27 novembre 2008 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2008.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2008139019/1023/17.

Headlight Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 105.259.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 1^{er} décembre 2008 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2008.
3. Affectation des résultats au 30 juin 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décharge à l'administrateur et au président du conseil d'administration démissionnaire, M. Cornelius Martin BECHTEL, pour l'exercice de ses mandats.
6. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. Sinan SAR, pour l'exercice de son mandat.
7. Nomination de M. Jacques CLAEYS, administrateur de sociétés, né à Namur (Belgique), le 29 septembre 1952, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
8. Nomination de M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
9. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008139025/29/25.

Billington Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 39.329.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 27 novembre 2008 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008139020/1023/16.

Myrtille S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 39.998.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 27 novembre 2008 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008139021/1023/16.

S.J.M. Finance, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 33.825.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le lundi 1^{er} décembre 2008 à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de M. Cornelius Martin BECHTEL de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration et décharge.
2. Démission de Mme Christine SCHWEITZER de son mandat d'administrateur et décharge.
3. Nomination de M. Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
4. Nomination de M. Pietro LONGO, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
5. Divers.

Référence de publication: 2008139027/29/22.

Jupiter S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 34.202.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *27 novembre 2008* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2008
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008139022/506/16.

Centrobank Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 71.399.

Die Aktionäre der SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, welche am Sitz der Gesellschaft am *27. November 2008* um 12.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Billigung des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates sowie des Berichtes des Abschlussprüfers
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebniszuweisung per 30. September 2008
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Satzungsgemäße Ernennungen
5. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der ausgedruckten Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Jeder Aktionär, der ordentlichen Generalversammlung beiwohnen oder sich vertreten lassen will, muss seine Aktien für spätestens den 26. November 2008 beim Sitz der Gesellschaft oder an folgender Adresse hinterlegen: KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2008139029/755/23.

Aelle Holding S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 72.553.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra lundi, *1^{er} décembre 2008* à 16 heures à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du liquidateur.
2. Nomination d'un commissaire-vérificateur.
3. Fixation d'une deuxième assemblée pour statuer sur le rapport du liquidateur et celui du commissaire-vérificateur.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008139024/29/14.

Valura S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 28.582.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi 1^{er} décembre 2008 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2008.
3. Affectation des résultats au 30 juin 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non-renouvellement des mandats d'administrateur et président du conseil d'administration, venus à échéance, de M. Cornelius Martin BECHTEL, et décharge.
6. Reconduction de M. Gérard BIRCHEN et M. Jacques CLAEYS dans leur mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
7. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire 2014.
8. Nomination de M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
9. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008139028/29/25.

Interportfolio II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 49.512.

Le rapport annuel audité de Interportfolio II (la " Société ") n'ayant pas été remis dans les délais requis aux actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au siège social de la Société le 1^{er} septembre 2008, la Présidente de l'Assemblée avait décidé de surseoir aux décisions 1, 2, 3 et 4 de l'ordre du jour et de convoquer une nouvelle assemblée qui se tiendrait ultérieurement et prendrait les décisions relatives à ces points.

Dès lors, nous vous prions de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(l' " Assemblée ") de la Société qui se tiendra au siège social de la Société, le lundi 24 novembre 2008 à 11 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 mai 2008.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 mai 2008.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat pour l'exercice clos au 31 mai 2008.

Les résolutions soumises à l'Assemblée ne requièrent aucun quorum. Elles seront adoptées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP Paribas Luxembourg S.A., 10A, boulevard Royal, Luxembourg où des formulaires de procuration sont disponibles.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008134644/755/25.

Eclat Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 63.091.

The shareholders are hereby convened to attend the:

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *18 November 2008* at 5.00 p.m. at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the report of the Statutory Auditor (Commissaire aux comptes) for the accounting year ended 31 December 2007;
2. Presentation and approval of the annual accounts for the year ended 31 December 2007;
3. Allocation of the results;
4. Discharge of the Board of Directors and Statutory Auditor (Commissaire aux comptes) for the accounting year ended 31 December 2007;
5. Statutory elections;
6. Miscellaneous.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008135260/581/20.

FondsSelector SMR Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 76.964.

Die Aktionäre der FondsSelector SMR SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *20. November 2008* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2008 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2008 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der FondsSelector SMR SICAV (DZ BANK International S.A.) unter der Telefonnummer 00352 / 44 903 - 4025 oder unter der Fax-Nummer 00352 / 44 903 - 4009 angefordert werden.

Luxemburg, im Oktober 2008.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2008135390/755/28.

**N.D. Associés S.A., Société Anonyme,
(anc. Tenderlian Studio S.A.).**

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 99.708.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 24 novembre 2008 à 14h00, à l'adresse du siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Corrections des bilans des années antérieures,
2. Présentation et débat sur les comptes au 31 décembre 2007,
3. Arrêté des comptes au 31 décembre 2007,
4. Débat sur la situation financière en novembre 2008 et les comptes courants d'associés débiteurs,
5. Relations avec la filiale Réflexions et Actions, et suites à réserver à la mise en demeure,
6. Participation à l'assemblée générale extraordinaire de Réflexions et Actions sàrl et approbation à donner au conseil pour participer à l'augmentation de capital de la filiale,
7. Divers

La documentation relative aux points figurant à l'ordre du jour est disponible sur demande formulée par les actionnaires justifiant de cette qualité. La demande est à adresser au conseil d'administration actuellement en fonction.

Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2008135790/23.

FIMM Investmentfund, Fonds Commun de Placement.

Das Sondervermögen FIMM Investmentfund wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet ("Gesetz von 2002").

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 20. Oktober 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung am 11. November 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxembourg, den 20. Oktober 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008136044/1346/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08102. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

ADD Venture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 100.274.

Apollo Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 85.792.

PROJET DE FUSION

Etabli conformément à l'article 261 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telles que modifiée.

Le présent projet de fusion a pour objet ce qui suit:

- Conformément aux articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, la société anonyme Apollo Ventures S.A., avec son siège social à L-1840 Luxembourg, 39 boulevard Joseph II, R.C.S Luxembourg B 85 792 ci-après "la Société Absorbée" transférera, par suite d'une dissolution sans liquidation, tous ses actifs et passifs à la société anonyme ADD Venture S.A., avec son siège social à L-1840 Luxembourg, 39 boulevard Joseph II, R.C.S Luxembourg B 100 274, ci-après "la Société Absorbante".

- En vertu de cette fusion par absorption, la Société Absorbée sera dissoute et ses 320 actions en circulation au 31 décembre 2008 seront échangées contre 320 actions nouvelles à émettre par la Société Absorbante avec jouissance au 1^{er} janvier 2009, l'échange se faisant par inscription afférente au registre des actions de la Société Absorbante.

- Tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés comme transférés à la Société Absorbante avec effet au 1^{er} janvier 2009. Tous les bénéfices réalisés et toutes les pertes encourues par la société Absorbée après

cette date seront réputés, du point de vue comptable, réalisés et encourus au nom et pour compte de la Société Absorbante.

- En échange de ces apports, la Société Absorbante augmentera son capital, qui est à l'heure actuelle de EUR 32.000 par émission de 320 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100. Ces nouvelles actions auront les mêmes droits et obligations que les actions existantes et seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée.

- Il n'existe pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux et il n'y a pas de titres autres que des actions.

- Aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts au sens de l'article 266 de la loi sur les sociétés commerciales, ni aux commissaires aux comptes des sociétés fusionnantes, ni aux membres du conseil d'administration.

- Les assemblées générales extraordinaires des Sociétés Absorbée et Absorbante, qui auront à approuver le projet de fusion, auront lieu immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

Fait à Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Pour ADD VENTURE S.A. et APOLLO VENTURES S.A.

Signature

Référence de publication: 2008138419/304/38.

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 2008, réf. LSO-CW00629. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080162887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2008.

BlackRock Agriculture Fund - Master Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion du fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé BlackRock Agriculture Fund - Master Fund a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Pour RBS (Luxembourg) Agriculture S.A.

Société de gestion

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2008138506/1092/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2008, réf. LSO-CV09823. - Reçu 56,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Assenagon Zielrendite, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Register de Commerce et des Sociétés hinterlegt.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ASSENAGON ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2008127711/8912/11.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2008, réf. LSO-CV03700. - Reçu 149,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080150708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2008.

Frastema S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 117.830.

PROJET DE FUSION COMMUN

L'an deux mille huit, le trente et un octobre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg);

Ont comparu:

1) La société anonyme FRASTEMA S.A., établie et ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, représentée par ses administrateurs Monsieur Pierre SCHMIT, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, et Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, les deux agissant en tant que mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration de cette société en vertu d'un pouvoir à eux conférés par décision prise par le conseil d'administration de la prédite société en date du 27 octobre 2008;

2) La société à responsabilité limitée de droit danois VIKINGHOME APS., ayant son siège social à Copenhague (Danemark) 2100, Dampfaergevej 3, 2^{ème} étage, inscrite au Registre de Commerce de Copenhague sous le numéro cvr 31 07 78 93, ici représentée par Mademoiselle Marie GILMER, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, agissant en tant que mandataire spécial de la société VIKINGHOME APS, en vertu d'un pouvoir spécial conféré conjointement par les deux gérants de la prédite société en date du 27 octobre 2008 en vue de la représentation au présent projet de fusion.

Une copie certifiée conforme desdites décisions, après avoir été signée "ne varietur" par les comparantes et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes ont déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter les termes et conditions d'un projet de fusion, à établir par les présentes entre les sociétés précitées par application de l'article 271 1) de la loi luxembourgeoise modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales en la forme notariée, projet dont la teneur est la suivante:

1. Description de la fusion

En tant qu'associé unique la société anonyme FRASTEMA S.A., détenant la totalité des parts sociales de la société à responsabilité de droit danois VIKINGHOME APS, entend fusionner conformément aux dispositions 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après désignée la "Lux-Loi") avec la société à responsabilité limitée VIKINGHOME APS, par absorption de cette dernière et conformément au Chapitre 15a de la loi danoise sur les sociétés commerciales (ci-après désignée la "DK-Loi"), cf. l'article 67b de la loi danoise sur les sociétés à responsabilité limitée.

2. Modalités de la fusion

Description des sociétés qui fusionnent:

2.1 La société absorbante

La société anonyme FRASTEMA S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B117.830, a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence de ce temps à Remich, en date du 12 juillet 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1772 du 22 septembre 2006, page 85046. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis, (ci-après dénommée FRASTEMA ou la "société absorbante").

La société absorbante n'emploie pas de personnel salarié et en conséquence il n'y a pas lieu d'entreprendre d'autres démarches à ce sujet.

2.2 La société absorbée

La société à responsabilité limitée de droit et nationalité danoise VIKINGHOME APS, ayant son siège social à Copenhague 2100 (Danemark), Dampfaergevej, est inscrite au registre de Commerce de Copenhague sous le numéro 31 07 78 93, et a été constituée le 3 décembre 2007 suivant acte sous seing privé. Les statuts de la société VIKINGHOME APS n'ont pas été modifiés depuis (ci-après dénommée VIKINGHOME ou "la société absorbée").

La société absorbante et la société absorbée ont été constituées et existent l'une sous la forme de société anonyme de droit luxembourgeois, et l'autre sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit danois, et que leur fusion est légalement possible conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi"), notamment son article 257 et conformément à la loi danoise, notamment son article 137.

A la date du présent projet, la société absorbée n'emploie pas de personnel salarié et en conséquence il n'y a pas lieu d'entreprendre d'autres démarches à ce sujet.

2.3. La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbant est fixée au 8 décembre 2008, date à laquelle la fusion deviendra effective, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires par les sociétés absorbée et absorbante dans leurs pays respectifs, et sous réserve d'un accomplissement antérieur de toutes les formalités et écoulement de tous les délais obligatoires légaux en matière de fusion. Dans cette dernière hypothèse la fusion prendra effet même avant le 31 décembre 2008, à la date à laquelle le dernier délai légal, comme dit ci-avant sera constaté écoulé.

2.4. Les deux sociétés n'ont pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux. De plus aucun titre autre que des actions, dans le cas de FRASTEMA, et aucun titre autre que des parts sociales, dans le cas de VIKINGHOME, n'a été émis.

2.5. Aucun avantage particulier n'est attribué aux membres des conseils d'administration, gérants, commissaires aux comptes, ou réviseurs des comptes, des sociétés qui fusionnent.

2.6 Les actifs et passifs qui seront transférés de la société absorbée à la société absorbante sont indiqués dans l'annexe 1.

2.7. La fusion est basée sur les comptes annuels du 31 décembre 2007 en ce qui concerne la société absorbante. En ce qui concerne la société absorbée les comptes annuels ne sont pas encore établis mais la fusion sera basée sur une balance intermédiaire du 30 novembre 2008.

2.8 Date de prise d'effet de la fusion:

Tous les actionnaires de FRASTEMA ont le droit, pendant un mois au moins avant que la fusion ne prenne effet entre les parties, de prendre connaissance, au siège social de cette société, des documents indiqués à l'article 267 (1) a), b) et c) de la Lux-Loi et l'article 134^e, section 6, de la DK-Loi, sauf si tous les actionnaires y renonçaient. Tous les actionnaires ont renoncé. Une copie intégrale ou, s'il le désire, partielle de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais et sur simple demande.

2.9. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit ont le droit de requérir pendant le même délai comme indiqué ci-avant au point 2.8 la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion. L'assemblée doit être convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition.

2.10. A défaut de convocation d'une assemblée ou de rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive en ce qui concerne la société absorbante à la date la plus rapprochée des trois dates suivantes: (1) un mois après la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, et (2) quatre (4) semaines après le dépôt du projet de fusion au registre de commerce de Copenhague, et (3) le 8 décembre 2008, comme dit ci-avant sous le point 2.3. (la "Date Effective"), et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales.

En ce qui concerne la société absorbée la fusion deviendra définitive à la date d'adoption de la fusion par les gérants, conformément à l'article 134j de la loi danoise sur les sociétés commerciales.

3. Effets de la fusion

3.1. Les mandats des gérants et du réviseur des comptes de la société absorbée prennent fin à la Date Effective. Décharge entière est accordée aux gérants et au réviseur des comptes de la société absorbée.

3.2. Entre les sociétés qui fusionnent, la fusion aura effet à la Date Effective de telle manière que tous les actifs et tous les passifs de la société absorbée seront censés être transférés à la société absorbante à cette date.

3.2.1. La société absorbante deviendra propriétaire des biens qui lui ont été apportés par la société absorbée dans l'état où ceux-ci se trouvent à la date effective sans droit de recours contre la société absorbée pour quelque raison que ce soit.

3.2.2. La société absorbante acquittera à compter de la Date Effective tous impôts, contributions, taxes et redevances, primes d'assurance et autres, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui grèveront ou pourront grever la propriété des biens apportés.

3.2.3. La société absorbante exécutera tous contrats et tous engagements de quelque nature que ce soit de la société absorbée tels que ces contrats et engagements existent à la Date Effective.

3.2.4. La société absorbante assumera toutes les obligations et dettes de quelque nature que ce soit de la société absorbée à compter de la Date Effective.

3.2.5. Les droits et créances compris dans le patrimoine de la société absorbée sont transférés à la société absorbante avec toutes les garanties tant réelles que personnelles qui y sont attachées. La société absorbante sera ainsi subrogée, sans qu'il y ait novation, dans les droits réels et personnels de la société absorbée en relation avec tous les biens et contre tous les débiteurs sans exception.

4. Ainsi par l'effet de la fusion la société absorbée sera dissoute et toutes les parts sociales qu'elle a émises seront annulées.

5. La société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations par la société absorbée à la société absorbante. Y sont comprises les formalités, procédures, conditions et les publications qui sont prévues par les lois et règlements des pays étrangers dans lesquels des biens patrimoniaux sujets à absorption sont situés. Dans toute la mesure exigée par la loi ou jugée nécessaire ou utile, des documents de transfert appropriés seront signés par les sociétés qui fusionnent et la société absorbée apportera tout son concours en vue de réaliser le transfert des actifs et passifs apportés par elle au profit de la société absorbante.

6. Les statuts de la société absorbante sont ci-joints comme annexe 2 à ce projet, conformément à l'article 137 de la loi danoise sur les sociétés commerciales. Il n'y aura aucune modification des statuts avant la fusion.

7. Le coût de l'opération de fusion sera supporté par la société absorbante. La société absorbante acquittera le cas échéant les impôts dus par la société absorbée au titre des exercices non encore imposés définitivement.

8. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

131292

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Les signatures qui suivent sont données conformément à la loi luxembourgeoise.

Constatation

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénoms usuels, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. Schmit, C. Geiben, M. Gilmer et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 novembre 2008. LAC/2008/44625. - Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2008.

M. SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008138507/5770/138.

(080163861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2008.

Europe-Equity-Invest: Defensiv, Fonds Commun de Placement.

Am 24. Oktober 2008 wurde der oben genannte Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements aufgelöst. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, im November 2008.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2008139015/755/8.

IFM Rohstoffwerte, Fonds Commun de Placement.

Sämtliche Anteile des von der International Fund Management S.A. verwalteten Fonds IFM-Rohstoffwerte, welcher als Investmentfonds gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 aufgelegt wurde, sind im Oktober 2008 zurückgegeben worden.

Die Geschäftsführung hat beschlossen, den Fonds zum 31. Oktober 2008 aufzulösen und das Liquidationsverfahren einzuleiten.

Luxemburg, im November 2008.

International Fund Management S.A

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2008139014/755/12.

Chremis SICAV - SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 142.378.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the fourteenth day of October.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

European Credit Management Limited, a private limited company incorporated in England on 10 February 1999, registered number 3710963, having its registered office at 34 Grosvenor Street, London W1K 4QU,

here duly represented by Mrs Silke Bernard, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 14 October, 2008.

These proxy, after having been initialled and signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which it declares to establish as follows:

Articles of Incorporation

Denomination

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a public limited liability company ("société anonyme") set up under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "2007 Law"), qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") in the structure of an umbrella fund under the name of "Chremis SICAV - SIF" (the "Company").

The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders (the "Shareholders").

Duration

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Object

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the monies available to it in any investments permitted by the 2007 Law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Registered Office

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Share Capital - Shares - Classes of Shares - Notes

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in article 23 hereof.

The minimum capital of the Company shall be at least one million two hundred fifty thousand euro (1,250,000.- EUR) to be reached within a period of 12 months following the authorization of the Company.

The Board of Directors is authorised without limitation to allot and issue fully subscribed and fully or partly (not less than 5%) paid Shares and, as far as registered Shares (as defined below) are concerned, fractions thereof, at any time in accordance with article 24 hereof, based on the asset value (the "Asset Value") per Share of the respective sub-fund (the "Sub-Fund") determined in accordance with article 23 hereof without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares, however always remaining within the restrictions imposed by law.

Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, be attributable to different Sub-Funds which may be denominated in different currencies. The proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund (after the deduction of any initial charge, if applicable, which may be charged to them from time to time) shall be invested in accordance with the objectives set out in article 3 hereof in any permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors and/or monetary zones, and/or to such specific types of assets as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

The Board of Directors may decide to create within each Sub-Fund different classes of shares (a "Class of Shares" or a "Class"), which may differ, inter alia, in respect of their fee structure, dividend policy, hedging policies, minimum subscription amount, investment eligibility criteria, modalities of payment or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board of Directors may decide. In accordance with the above, the Board of Directors may decide to differentiate within the same Class of Shares two classes where one class is represented by capitalisation shares ("Capitalisation Shares") and the second class is represented by distribution shares ("Distribution Shares"). The Board of Directors may decide if and from what date Shares of any such Class of Shares shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall in the case of a Sub-Fund not denominated in euro, be notionally converted into euro in accordance with article 25 and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

The Company may also decide to issue notes for one or several of its Sub-Funds, as shall be stipulated in the Sub-Fund particulars relating to any such Sub-Fund. In such event, the Company may issue a separate offering document setting out, inter alia, the terms and conditions applicable to the notes and related disclosures.

Registered Shares - Bearer Shares

Art. 6. The Board of Directors may decide to issue Shares in registered form ("Registered Shares") and/or bearer form ("Bearer Shares").

Bearer Shares will be in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a Shareholder holding Bearer Shares requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations (or vice versa), costs may be charged to him.

In the case of Registered Shares, in the absence of a specific request for the issuance of share certificates at the time of application, Registered Shares will in principle be issued without share certificates. Shareholders will receive in lieu thereof a confirmation of their shareholding. If a registered Shareholder wishes that more than one share certificate be issued for his Shares, or if a Shareholder holding Bearer Shares requests the conversion of his Bearer Shares into Registered Shares, the Board of Directors may in its discretion levy a charge on such Shareholder to cover the administrative costs incurred in effecting such exchange. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price per Share as set forth in article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends in respect of Registered Shares, if any, will be made to Shareholders, by cheque mailed at their risk to their address as shown on the register of Shareholders (the "Register of Shareholders") or to such other address as indicated to the Board of Directors in writing or by bank transfer and, in respect of Bearer Shares, payment in cash will be remitted against tender of the appropriate coupons.

All Registered Shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of Registered Shares, his residence or elected domicile (and in the case of joint holders the first named joint holder's address only) so far as notified to the Company and the number of Shares in each Sub-Fund held by him. Every transfer of a Registered Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such fee as shall have been approved by the Board of Directors for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

The Board of Directors may for the purpose of proper and fair calculation of the performance fee (if any) divide a Class of Shares into several Series so that existing Shareholders will be in one or more Series and new Shareholder(s) will be in another Series. As soon as the common calculation of a performance fee is equalised, the separation between the relevant Series disappears. Series are divisions of a temporary nature and constitute an equalisation arrangement. The Shareholders concerned will be informed forthwith when such administrative division comes into existence and when it ceases to exist. Without prejudice to article 8 hereof, Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien granted in favour of the Company.

The transfer of Bearer Shares shall be effective by delivery of the Bearer Share to the Shareholders concerned.

The transfer of Bearer Shares represented by Global Share Certificates shall be effective by book entry credit to the securities accounts of the Shareholders' financial intermediaries opened with the clearing institutions, in accordance with applicable laws and any rules and procedures issued by the clearing agent concerned with such transfer.

The transfer of Registered Shares shall be effected by inscription of the transfer by the Company in the Register of Shareholders upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such Shares, to the Company, along with other instruments and preconditions of transfer satisfactory to the Company.

Every Shareholder of which shareholding is recorded in the Register of Shareholders must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares (the joint holding of Shares being limited to a maximum of four persons) only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such Shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Subject to the prior approval of the Company expressed on a case by case basis or in general terms as specified in the Company's Prospectus, Shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind of assets compatible with the investment policy and the investment objective of the Company and the relevant Sub-Fund. Any such subscription in kind will, to the extent necessary, be valued in a report prepared by the Company's auditor.

If the payment made by any subscriber (who is subscribing for Registered Shares) results in the issue of a fraction of a Share, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. Fractions of Shares shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of any dividend. Bearer Shares may not be purchased or redeemed in fractional amounts.

Lost and damaged Bearer Shares

Art. 7. If any holder of a Bearer Share can prove to the satisfaction of the Company that his Bearer Share has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the holder of a Bearer Share any exceptional out-of-pocket expenses incurred in connection with the issuance of a duplicate in substitution for a mislaid, mutilated, or destroyed share certificate.

No redemption request in respect of lost Bearer Shares will be accepted.

Restrictions on Shareholding

Art. 8. Shares of the Company are restricted to well-informed investors ("investisseurs avertis") under the 2007 Law (the "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor. If it appears at any time that a holder of Shares is not an Eligible Investor, the Board of Directors may (i) direct such Shareholder to (a) transfer his Shares to a person qualified to own such Shares, or (b) request the Company to redeem his Shares, or (ii) compulsorily redeem the relevant Shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of Shares and consequently refuse for any transfer of Shares to be entered into the register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where Shares would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other Shareholders of the relevant Sub-Fund and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Without prejudice to the preceding paragraphs, the Board of Directors shall have power to impose such further restrictions (other than any restrictions on transfer of Shares) as it, in its discretion, may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate entity, determined in the sole discretion of the Board of Directors as being not entitled to subscribe for or hold Shares in the Company or, as the case may be, in a specific Sub-Fund or Class of Shares, (i) if in the opinion of the Board of Directors such holding may be detrimental to the Company, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to disadvantages of a tax, legal or financial nature that it would not have otherwise incurred or (iv) if such person would not comply with the eligibility criteria of a given Class of Shares (each individually, a "Prohibited Person").

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by (i) any "U.S. Person", as defined hereafter or by (ii) any person willing to subscribe for or to buy on the secondary market or holding Shares of Classes reserved to Institutional Investors (as defined below) who does not qualify as an Institutional Investor or by (iii) a Prohibited Person. For such purposes, the Company may:

(a) decline to issue any Share where it appears to it that such issue would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Company,

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not the beneficial ownership of Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company, and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding Shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Bearer Shares specified in the Redemption Notice;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed shall be determined in accordance with article 21 hereof (hereinafter referred to as the "Redemption Price");

(3) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the Reference Currency (as defined in the Company's prospectus (the "Prospectus")) of the relevant Sub-Fund and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if Bearer Shares have been issued, upon surrender of the Bearer Shares specified in such notice. Upon deposit of the monies corresponding to the Redemption Price as aforesaid no person specified in such Redemption Notice shall have any further interest or claim in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without any interest being due) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), the term "U.S. Person" shall mean U.S. persons (as defined under United States federal securities, commodities and tax laws) or persons who are resident in the United States at the time the Shares are offered or sold.

The Board of Directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

The Company may further determine to restrict or close the issue of Shares (including any conversion) when it is in the interest of the Company and/or its Shareholders to do so, including when the Company reaches a size that could impact the ability to find suitable investments for the Company.

Powers of the General Meeting of Shareholders

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders regardless of the Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In the event that the Company is composed of one sole Shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of Shareholders.

General Meetings

Art. 10. The annual general meeting of Shareholders (the "Annual General Meeting") shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 28th February of each year at 5 p.m. and for the first time in the year 2010. If such day is not a Luxembourg Banking Day (a day (other than a Saturday or Sunday) on which commercial banks settle payments in Luxembourg), the Annual General Meeting shall be held on the immediately preceding Luxembourg Banking Day.

The Annual General Meeting may be held abroad if, in the discretion of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified by the Board of Directors in the respective convening notices of such meeting. A general meeting must be convened if Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital so require.

Special meetings of the holders of Shares of any one Sub-Fund or Class of Shares or of several Sub-Funds or Classes of Shares may be convened by the Board of Directors to decide on any matters relating to such Sub-Fund or Classes of Shares and/or to a variation of their rights.

Quorum and Votes

Art. 11. Unless otherwise provided herein, the quorum and periods required by law shall govern the convening notice for and conduct of the general meetings of Shareholders.

If so provided for, Shareholders participating in a Shareholders' meeting by video conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy such technical requirements that will enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

As long as the share capital is divided into different Sub-Funds and Classes of Shares, the rights attached to the Shares relating to any Sub-Fund or Class of Shares (unless otherwise provided by the terms of issue relating to the Shares of that particular Sub-Fund or Class of Shares) may, whether or not the Company is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the Shares relating to that Sub-Fund or Class of Shares by a majority of two thirds of the votes cast. To every such separate meeting the provisions of these Articles of Incorporation relating to general meetings shall mutatis mutandis apply, but so that the minimum necessary quorum at every such separate general meeting shall be the Shareholders of Shares relating to the Sub-Fund or Class of Shares in question present in person or by proxy holding not less than one half of the issued Shares of that particular Sub-Fund or Class of Shares (or, if at any adjourned, Sub-Fund or Class of Shares meeting a quorum as defined above is

not present, any one person present holding Shares of the Sub-Fund or Class of Shares in question or his proxy shall be a quorum).

Each whole Share of whatever Sub-Fund or Class of Shares and regardless of the Asset Value per Share within the Sub-Fund or Class of Shares, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board of Directors may, in its absolute discretion, provide in the convening notice for any general meeting that Shareholders shall be authorised to cast their vote by ballot papers ("formulaires") expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper ("formulaire") which does not bear any of the following mentions or indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant Shareholder;
- total number of Shares held by the relevant Shareholder and, if applicable, number of Shares of each Class held by the relevant Shareholder;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant Shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of Shares for which the relevant Shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant Shareholder.

Any ballot paper ("formulaire") shall be received by the Company no later than 5 p.m., Luxembourg time on the Luxembourg Banking Day immediately preceding the day of the general meeting of Shareholders. Any ballot paper ("formulaire") received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper ("formulaire") shall be deemed to have been received:

- (a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company; at the time of delivery; or
- (b) if delivered by fax, at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

The Board of Directors may determine such other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Except as otherwise required by law or as otherwise required herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Resolutions of the sole Shareholder shall be documented in writing.

Convening Notice

Art. 12. Shareholders shall be convened by the Board of Directors or, if exceptional circumstances so require, by any two directors acting jointly, pursuant to a convening notice sent at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address indicated in the Register of Shareholders.

If Bearer Shares are issued, the convening notice shall, in addition, be published in accordance with Luxembourg law and in such other newspapers as the Board of Directors may decide in its discretion.

The convening notice shall contain the agenda and such information and appendices as required by Luxembourg law. One or several Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital may require that additional items be added to the agenda of the general meeting by five (5) days prior notice.

If all Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Directors

Art. 13. The Company shall be managed by the Board of Directors which shall be composed of not less than three (3) persons. Members of the Board of Directors need not be Shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Proceedings of Directors

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairperson, and may choose from among its members one or more vice-chairpersons. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be

responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairperson shall preside at all meetings of Shareholders and at the Board of Directors, but failing a chairperson or in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint any person as chairperson pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors shall deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present (which may be by way of a telephone conference call or video conference call) or represented at a meeting of the Board of Directors and provided that at such meeting of the Board of Directors there is no majority of persons regarded under the tax laws of the United Kingdom ("UK") as UK tax residents ("UK Tax Residents"). Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairperson of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the directors.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors, acting under the supervision and responsibility of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company provided that no quorum shall exist when the majority of the persons (directors or not) are UK Tax Residents.

Minutes of Board of Directors Meetings

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairperson or, as the case may be, by the chairperson pro tempore who presided over such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairperson, or by the secretary, or by two directors.

Determination of Investment Policies

Art. 16. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders may be exercised by the Board of Directors.

The Board of Directors has, in particular, power to determine the investment policy for each Sub-Fund. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under any applicable investment restrictions as may be imposed by the 2007 Law or be laid down in any applicable laws and regulations.

Directors' Interest

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

Indemnity

Art. 18. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Administration

Art. 19. The Company will be bound by the joint signatures of any two directors or by the signature of any director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Auditor

Art. 20. The General Meeting of Shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the 2007 Law.

Redemption and Conversion of Shares

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law, these Articles of Incorporation and in the Prospectus.

Redemptions will generally take place in respectively cash or in kind depending on the Sub-Fund concerned as more specifically prescribed in the current Prospectus.

Unless otherwise provided in the Prospectus relating to a given Sub-Fund, each Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) the Company may refuse to redeem Shares if such redemption request does not comply with the minimum number of Shares to offer for redemption or the minimum redemption amount or such other conditions as the Board of Directors may determine from time to time and as disclosed in the Prospectus; and

(ii) the Company may, if the compliance with such request would result in a holding of Shares in the Company or the relevant Sub-Fund of an aggregate amount or number of Shares which is less than the minimal holding as the Board of Directors may determine from time to time as disclosed in the Prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder; and

(iii) the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Date (as defined in the Prospectus) more than such amount of Shares of the relevant Sub-Fund or Class of Shares then in issue and outstanding as may be determined in the section of the Prospectus relating to the relevant Sub-Fund. In case such amount is exceeded, the Company may, acting in the best interest of the Shareholders, declare that such redemptions are deferred. On such following Valuation Date such requests shall be complied with in priority to later requests (under same conditions as specified below).

For the purpose of the above provisions, conversions are considered as redemptions.

Whenever the Company shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Company shall be the Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund or Class (as determined in accordance with the provisions of article 23 hereof) determined in accordance with the Prospectus provided a written and irrevocable redemption request has been duly received on the relevant Valuation Date before the relevant redemption deadline, less any applicable redemption charge or fees, as may be decided by the Board of Directors from time to time and described in the then current Prospectus.

The Company's Administrator (as defined in the Prospectus) will cause payment or settlement to be effected within such payment period as described in the Prospectus for each Sub-Fund or after the date by which the Share certificates (if any) have been received by the Company, if later. The Company reserves the right to delay payment if such delay is in the best interests of the remaining Shareholders.

Any proceeds the Company is unable to redeem to the relevant Shareholders will be deposited with the Custodian for a period of 6 months, after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Upon approval by the Company, the Company shall, if the Shareholder requesting redemption so accepts, have the right to satisfy payment of the Redemption Price by allocating to such Shareholder assets from the Sub-Fund equal in

value to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of such assets shall be determined on a fair and reasonable basis with due regard to all applicable laws and regulations and will take into account the interests of the remaining Shareholders and the valuation used shall be confirmed, to the extent required, by a report of the Company's auditor.

Unless otherwise stated in the current Prospectus, any Shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares of a given Class into Shares of the same Class of another Sub-Fund, based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current Prospectus of the Company provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the current Prospectus. Conversions from Shares of one Class of Shares of a Sub-Fund to Shares of another Class of Shares of either the same or a different Sub-Fund are not permitted, except otherwise decided by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus.

In the event that, for any reason, the value of the total net assets of any Sub-Fund or Class, declines to, or fails to reach, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum appropriate level for the relevant Sub-Fund or Class, or in the event that the Board of Directors deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant Sub-Fund or Class, or because it is in the best interests of the relevant Shareholders, the Company may redeem all (but not some) of the Shares of the Sub-Fund or Class or may merge that Sub-Fund or Class with another Sub-Fund or Class of the Company or may merge the relevant Sub-Fund or Class with another undertaking for collective investments. Such decision to merge a Sub-Fund or Class will be published prior to the effective date of the merger and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of the merger operations and will contain information in relation to the new Fund or new Class. Such publication will be made at least four (4) weeks before the date on which the merger becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, before the operation involving contribution into the new Fund or Class becomes effective.

In the case of a termination of the Sub-Fund or Class, the Company will redeem the Shares at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs of closing the relevant Sub-Fund or Class but without application of any redemption charge.

Termination of a Sub-Fund or Class by compulsory redemption of all relevant Shares or its merger with another Sub-Fund or Class of the Company or with another Luxembourg UCI, in each case for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the Shareholders holding Shares relating to a Sub-Fund or Class to be terminated or merged, at a duly convened meeting relating to such Sub-Fund or Class which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the Shares present or represented.

A merger so decided by the Board of Directors or approved by the Shareholders of the affected Sub-Fund or Class will be binding on the holders of Shares relating to the relevant Sub-Fund or Class upon a four (4) weeks' prior notice given to them, during which period Shareholders may redeem their Shares without costs being charged to them.

In the case of a merger with a "Fonds commun de placement" or with a foreign undertaking for collective investment, the decision will be binding only on those Shareholders having voted in favour of the merger.

Liquidation and redemption proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Custodian for a period of six (6) months; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after thirty (30) years.

Valuations and Suspension of Valuations

Art. 22. The Asset Value of Shares issued by the Company shall be determined with respect to the Shares relating to each Sub-Fund by the Company from time to time as the Board of Directors may decide (every such day or time for determination thereof being a Valuation Date).

During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, makes the determination of the Asset Value of a Sub-Fund in the Reference Currency either not reasonably practical or prejudicial to the Shareholders of the Company, the Asset Value and the Subscription Price and Redemption Price may temporarily be determined in such other currency as the Board of Directors may determine.

The Company may suspend the determination of the Asset Value and the issue and redemption of Shares in any Sub-Fund as well as the right to convert Shares of any Sub-Fund into Shares relating to another Sub-Fund:

(i) during any period in which any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the assets of a Sub-Fund from time to time are quoted or traded is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which transactions therein are restricted, limited or suspended, provided that such restriction, limitation or suspension affects the valuation of such assets;

(ii) where the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, constitutes an emergency or renders impracticable a disposal or valuation of the assets attributable to a Sub-Fund;

(iii) during any breakdown of the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the assets attributable to a Sub-Fund;

(iv) during any period in which the Company is unable to repatriate monies for the purpose of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realisation or acquisition of investments

or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

(v) when for any other reason the prices of any constituents of the assets of a Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

(vi) in case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-Fund or a Class of Shares;

(vii) where, in the opinion of the Board of Directors, circumstances which are beyond the control of the Board of Directors make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares.

The suspension in respect of a Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Asset Value and the issue, redemption and conversion of the Shares of any other Sub-Fund.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be given to the Luxembourg supervisory authority and, if the relevant Shares are listed, to the Luxembourg Stock Exchange and any other relevant stock exchange where the Shares are listed, and to any foreign regulator where the relevant Sub-Fund may be registered in accordance with the relevant rules. If required, such notice will be published in a Luxembourg daily newspaper and in such other newspaper(s) as will be selected by the Board of Directors.

Determination of Asset Value

Art. 23. The Asset Value, the Redemption Price of Shares and the Issue Price of Shares shall be determined by the Company on each Valuation Date. The Valuation Date for each Sub-Fund is indicated in the relevant appendix of the Prospectus (the "Appendix").

The Asset Value of each Sub-Fund and the Asset Value of the relevant Class shall be expressed in the currency of each Sub-Fund as described in the relevant Appendix. Whilst the reporting currency of the Company is Euro, the Asset Value is made available in the currency of each Sub-Fund as described in the relevant Appendix. The Asset Value shall be determined on each Valuation Date separately for each Share of each Sub-Fund and for each Class dividing the total Asset Value of the relevant Sub-Fund and of the relevant Class by the number of outstanding Shares of such Sub-Fund and of the relevant Class.

Unless a different valuation method is stipulated in the Prospectus for a given Sub-Fund, the value of each Sub-Fund shall be the net asset value of such Sub-Fund (the "Net Asset Value").

The Net Asset Value shall be determined by subtracting the total liabilities of the Sub-Fund or Class from the total assets of such Sub-Fund or Class in accordance with the principles laid down in the Company's Articles of Incorporation and in such further valuation regulations as may be adopted from time to time by the Board of Directors.

Valuation of Investments

Investments shall be valued as follows:

1 The value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such provision as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2 The value of all securities which are listed on an official stock exchange is determined on the basis of the last available prices on the Business Day immediately preceding the Valuation Date. If there is more than one stock exchange on which the securities are listed, the Board of Directors may in its discretion select the stock exchange which shall be the principal stock exchange for such purposes.

3 Securities traded on a regulated market are valued in the same manner as listed securities.

4 Securities and other financial instruments which are not listed on an official stock exchange or traded on a regulated market shall be valued by the Company in accordance with valuation principles decided by the Board of Directors, on the basis of their expected sale price.

5 Derivatives and repurchase agreements which are not listed on an official stock exchange or traded on a regulated market shall be valued by the Company in accordance with valuation principles decided by the Directors on the basis of their marked-to-market price.

6 Term deposits shall be valued at their present value.

7 Traded options and futures contracts to which the Company is a party which are traded on a stock, financial futures or other exchange shall be valued by reference to the profit or loss which would arise on closing out the relevant contract at or immediately before the close of the relevant market.

8 Any other assets shall be valued by reference to the last audited accounts of the Company or, if acquired after the date of such accounts or before any such accounts have been prepared, at the book value thereof subject to any adjustment in accordance with the normal accounting policies of the Company.

9 All securities or other assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their fair realisation value, will be valued at their fair realisation value, as determined in good faith and prudently pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

Amounts determined in accordance with such valuation principles shall be translated into the currency of the Sub-Fund's accounts at the respective average exchange rates, using the relevant rates quoted by a bank or another first class financial institution.

If pursuant to special circumstances, valuation according to the above-described principles is impracticable or unfair, the Company is authorised to use other generally accepted valuation principles as may be verified by its independent auditors, in order to obtain a fair determination of the value of the assets of each Sub-Fund or Class.

Valuation of Liabilities

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative expenses due or accrued including (but not limited to) the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal and audit fees and expenses, the costs of legal publications, the cost of listing, prospectus, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;
- (c) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company which remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;
- (d) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation of the Net Asset Value and any other provisions of reserves authorised and approved by the Board; and
- (e) any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

For the purposes of valuation of its liabilities, the Company may duly take into account all ongoing or periodic administrative and other expenses by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

Unless otherwise determined (either generally or in any particular case) liabilities shall be valued on a basis which fairly reflects actual, accrued and contingent liabilities (including proper provision for contingent liabilities and disputed claims) in accordance with the normal accounting policies of the Company as applied in the preparation of its last audited accounts or (before preparation of the first audited accounts) as recommended by the auditors of the Company. Liabilities for this purpose shall include dividends declared but unpaid, taxation (including deferred taxation) and contractual obligations for the purchase of Investments.

Insofar as transactions or arrangements are entered into in relation to a specific Class or Sub-Fund, any profit/loss relating to these transactions or arrangements will be for such Class or Sub-Fund and be reflected in its Net Asset Value calculation for the purposes of issue and redemption.

For the purposes of effective management and in order to reduce the operational and administrative costs, the Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may decide, as described in the Prospectus, that all or part of the assets of one or more Sub-Funds of the Company be co-managed with the assets belonging to other Sub-Funds of the Company (for the purpose hereof, the "Participating Sub-Fund"). In the following paragraphs, the term "Co-Managed Assets" will refer to all the assets belonging to the Participating Sub-Funds which are subject to this co-management scheme.

Within this framework, the Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may, for the account of the Participating Sub-Funds, take decisions on investment, divestment or on other readjustments which will have an effect on the composition of the Participating Sub-Funds' portfolio. Each Participating Sub-Fund will hold such proportion of the Co-Managed Assets which corresponds to a proportion of its Net Asset Value over the total value of the Co-Managed Assets. This ratio will be applied to each of the levels of the portfolio held or acquired in co-management. In the event of investment or divestment decisions, these ratios will not be affected and additional investments will be allocated, in accordance with the same ratios, to the Participating Sub-Funds and any assets realised will be withdrawn proportionally to the Co-Managed Assets held by each Participating Sub-Fund.

In the event of new subscriptions occurring in respect of one of the Participating Sub-Funds, the proceeds of the subscription will be allocated to the Participating Sub-Funds according to the modified ratio resulting from the increase of the net assets of the Participating Sub-Fund which benefited from the subscriptions, and all levels of the portfolio held in co-management will be modified by way of transfer of the relevant assets in order to be adjusted to the modified ratios. In like manner, in the event of redemptions occurring in respect of one of the Participating Sub-Funds, it will be necessary to withdraw such liquid assets held by the Participating Sub-Funds as will be determined on the basis of the modified ratios, which means that the levels of the portfolios will have to be adjusted accordingly. Shareholders must be aware that even without an intervention of the competent bodies of the Company or, as the case may be, of the Investment Manager, the co-management technique may affect the composition of the Sub-Fund's assets as a result of particular events occurring in respect of other Participating Sub-Funds such as subscriptions and/or redemptions. Thus, on the one hand, subscriptions effected with respect to one of the Participating Sub-Funds will lead to an increase of the liquid assets of such Participating Sub-Fund, while on the other hand, redemptions will lead to a decrease of the liquid assets of the relevant Participating Sub-Fund. The subscription and redemption proceeds may however be kept on a specific account held in respect of each Participating Sub-Fund which will not be subject to the co-management technique and through

which the subscriptions and redemptions proceeds may transit. The crediting/and debiting to and from this specific account of an important volume of subscriptions and redemptions and the Company's or, as the case may be, the Investment Manager's competent bodies' discretionary power to decide at any moment to discontinue the co-management technique can be regarded as a form of trade-off for the readjustments in the Sub-Funds' portfolios should the latter be construed as being contrary to the interests of the Shareholders of the relevant Participating Sub-Funds.

Where a change with respect to the composition of a specific Participating Sub-Fund's portfolio occurs because of the redemption of Shares of such Participating Sub-Fund or the payments of any fees or expenses which have been incurred by another Participating Sub-Fund and would lead to the violation of the investment restrictions of such Participating Sub-Fund, the relevant assets will be excluded from the co-management scheme before enacting the relevant modification.

Co-Managed Assets will only be co-managed with assets belonging to Participating Sub-Funds of which the investment policy is compatible. Given that the Participating Sub-Funds can have investment policies which are not exactly identical, it cannot be excluded that the common policy applied will be more restrictive than that of the particular Participating Sub-Funds.

The Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may at any time and without any notice whatsoever decide that the co-management will be discontinued.

The Shareholders may, at any moment, obtain information at the registered office of the Company, on the percentage of the Co-Managed Assets and on the Participating Sub-Funds that are subject to the co-management scheme. Periodic reports made available to the Shareholders from time to time will provide information on the percentage of the Co-Managed Assets and on the Participating Sub-Funds that are subject to the co-management scheme.

Subscription Price

Art. 24. Subscriptions will take place in cash or in kind depending on the Sub-Fund. Any payment in kind will be made (subject to and in accordance with all applicable laws, involving from time to time, if required, the drawing up of a special auditing report prepared by the Company's auditor confirming the value of the assets contributed by such an in kind payment) by way of an in kind contribution of securities to the Company which are acceptable to the Board of Directors and are consistent with the investment policy and the investment restrictions of the Company and the relevant Sub-Fund.

Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the Asset Value per Share of the relevant Class of Shares calculated in accordance with the Prospectus to which an subscription charge as the Board of Directors may from time to time determine, and as shall be disclosed in the Company's then current Prospectus, may be added ("Subscription Charge"). The Asset Value per Share of each Class of Shares shall be obtained by dividing the value of the total assets of each Sub-Fund allocable to such Class of Shares less the liabilities of such Sub-Fund allocable to such Class of Shares by the total number of Shares of such Class of Shares outstanding on the relevant Valuation Date, adjusted to the nearest cent as determined at the Company's Administrator's discretion. The Asset Value per Share of each Class of Shares of a Sub-Fund may differ as a result of the different fees assessed on each Class of Shares of such Sub-Fund or of other particular features.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors as specified in the then current Prospectus.

Any applicable Subscription Charge will be deducted from the subscription monies before investment of the subscription monies commences.

Financial Year

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the first day of October of each year and shall terminate on the last day of September of the following year, except in respect of the first accounting year which will start on the day of incorporation of the Company, to end on the last day of September 2009.

The accounts of the Company, which will be available 6 months from the end of the financial year, shall be expressed in respect of each Sub-Fund in such currency or currencies as the Board of Directors may determine.

The annual accounts relating to each Sub-Fund, including the balance sheet and profit and loss account, the directors' report and the notice of the annual general meeting will be sent to registered Shareholders and will be published and made available not less than fifteen (15) days prior to each annual general meeting.

Distribution of Income

Art. 26. The general meeting of Shareholders of each Sub-Fund shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of each Sub-Fund, subject to any interim dividends having been declared or paid, determine how the annual net investment income shall be disposed of in respect of the relevant Sub-Fund.

Dividends may, in respect of any Sub-Fund, include an allocation from a dividend equalisation account which may be maintained in respect of any such Sub-Fund and which, in such event, will, in respect of such Sub-Fund, be credited upon issue of Shares to such dividend equalisation account and upon redemption of Shares, the amount attributable to such Share will be debited to an accrued income account maintained in respect of such Sub-Fund.

Interim dividends may, at the discretion of the Board of Directors, be declared subject to such further conditions as set forth by law, and be paid out on the Shares of any Sub-Fund out of the income attributable to the Sub-Fund of assets relating to such Sub-Fund upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the Reference Currency in which the relevant Sub-Fund is expressed or in such other currencies as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend monies into the currency of their payment. Stock dividends may be declared.

No dividends shall be declared in respect of Capitalisation Shares.

Distribution upon Liquidation

Art. 27. The liquidation of the Company will take place if the conditions stated in the 2007 Law apply.

In case the net assets of the Company fall below two thirds of the minimum level required by the 2007 Law, the Board of Directors must submit the question of the dissolution of the Company to a General Meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by simple majority of the Shares represented at the meeting.

If the net assets fall below one fourth of the legal minimum, the Board of Directors must submit the question of the dissolution to a General Meeting for which no quorum shall be prescribed. The dissolution may be resolved by investors holding one fourth of the Shares represented at the meeting.

The meetings must be convened so that they are held within a period of 40 days as from the ascertainment that the net assets have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum as the case may be.

Furthermore, the General Meeting of Shareholders may decide to dissolve the Company under the quorum and majority conditions applicable to a change of the Articles of Incorporation.

In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares relating to each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Sub-Fund.

The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 2007 and the 1915 Laws.

With the consent of the Shareholders expressed in the manner provided for by articles 67-1 and 142 of the 10 August 1915 law on commercial companies (the "1915 Law"), the Company may be liquidated and the liquidator authorised subject to giving four (4) weeks' prior notice to the Shareholders and by a decision by majority vote of two thirds of the Company's Shareholders to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg UCI in exchange for the issue to the Shareholders in the Company of shares of such UCI in proportion to their shareholding in the Company. Otherwise any liquidation will entitle a shareholder to a pro rata share of the liquidation proceeds corresponding to his Class of Shares. Moneys available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg, where during thirty (30) years they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto.

Amortisation of Incorporation Costs

Art. 28. The Company will pay its formation expenses, including the costs and expenses of producing the initial Prospectus, and the legal and other costs and expenses incurred by the Investment Manager in determining the structure and jurisdiction of the Company. These expenses will be apportioned pro-rata to the initial Sub-Funds and amortised for accounting purposes over a period of up to five (5) years. Amortised expenses may be shared with new Sub-Funds at the discretion of the Board.

Amendment of Articles of Incorporation

Art. 29. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

General

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law.

Initial Capital - Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, declares to fix the initial capital at EUR 31,000.- (thirty-one thousand euros) and to subscribe to the shares of Chremis Sicav-SIF - ECM Balanced Credit Sub-Fund, as follows:

European Credit Management Ltd, prenamed: thirty-one (31) Shares

The Shares have all been fully paid up by payment in cash without share premium, so that the amount of thirty-one thousand euros (€ 31,000.-) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Statement

The notary executing this deed declares that he has verified the conditions laid down in Article 26 of the Companies Act, confirms that these conditions have been observed.

Estimate of Formation Expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges, of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its formation amount approximately to EUR 7,000.-.

General Meeting of Shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of Shareholders.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions by a unanimous vote that:

- (i) The number of members of the Board be set at three (3).
- (ii) The following persons are appointed as members of the Board:
 - Othman Domiati, marketer, born on 17 November 1960 in Djidda, Saudi Arabia, residing in Europa Residence, Place des Moulins, MC 98000, Monaco
 - Joao de Vasconcellos, marketer, born on 22 January 1967 in Salvaterra de Magos, Santarem, residing in Rua Miguel Lupi, 44 1 esq., 1200-725 Lisbon, Portugal, and
 - Jeremy Wrigley, chief financial officer, born on 7 November 1963 in Huddersfield, England, residing in Flat 1, 3 Montagu Square, London W1H 2LA, United Kingdom.
- (iii) The following party is appointed as independent auditor of the Company:
 - Deloitte S.A., 560, route de Neudorf, L-2220 Luxembourg, RCS Luxembourg B 67.895.
- (iv) The term of office of the members of the Board shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2009.
- (v) The term of appointment of the independent auditor shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2009.
- (vi) The address of the registered office of the Company is 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English and followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the mandatory of the appearing party, said mandatory signed together with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend und acht, an dem vierzehnten Tag des Oktober.

Vor Uns, Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

European Credit Management Limited, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung errichtet in England am 10. Februar 1999, Registernummer 3710963, mit Sitz in Grosvenor Street, London W1K 4QU,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Frau Rechtsanwältin Silke Bernard, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, kraft Vollmacht vom 14. Oktober 2008.

Diese Vollmacht, nach Paraphierung und Unterschrift ne varietur durch die erschienene Partei und den unterzeichnenden Notar wird der vorliegenden Urkunde beigefügt und zeitgleich bei den Registerbehörden hinterlegt.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die folgenden Artikel der Satzung der Gesellschaft zu erlassen, welche sie wie folgt festzustellen erklärt:

Name

Art. 1. Zwischen den Zeichnern und künftigen Inhabern von Anteilen besteht eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft ("société anonyme"), errichtet unter dem Gesetz vom 13 Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das "Gesetz von 2007"), unter dem Namen "Chremis SICAV-SIF" (die "Gesellschaft"), die die Voraussetzungen einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable" - spezialisierter Investmentfonds) mit einer Dachfonds-Struktur erfüllt.

Die Gesellschaft kann aus einem alleinigen Anteilhaber oder mehreren Anteilhabern bestehen (die "Anteilhaber").

Dauer

Art. 2. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet.

Gegenstand

Art. 3. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage ihrer verfügbaren Mittel in übertragbare Wertpapiere und in andere nach dem Gesetz von 2007 zulässige Vermögenswerte mit dem Ziel, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Anteilhabern die Erträge der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 2007 alle Maßnahmen ergreifen und alle Geschäfte tätigen, die sie zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftszweckes für zweckmäßig erachtet.

Eingetragener Sitz

Art. 4. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Auf Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") können Niederlassungen oder Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Wenn der Verwaltungsrat zu dem Schluss kommt, dass außerordentliche Ereignisse politischer oder militärischer Art eingetreten sind oder eintreten drohen, die die gewöhnliche Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft oder die reibungslose Kommunikation von diesem Sitz mit im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, kann er den Sitz der Gesellschaft bis zur vollständigen Beendigung dieser außerordentlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegen; diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinerlei Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz dieser vorübergehenden Verlegung des Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Kapital - Anteile - Anteilklassen - Schuldverschreibungen

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft wird durch nennwertlose Anteile (die "Anteile") verbrieft und entspricht zu jeder Zeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft, wie in Artikel 23 dieser Satzung definiert.

Das Mindestkapital der Gesellschaft muss zwölf Monate nach der Zulassung der Gesellschaft eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,-) betragen.

Der Verwaltungsrat ist jederzeit ohne Einschränkung berechtigt, voll gezeichnete und voll oder teilweise (nicht weniger als 5%) eingezahlte Anteile und, im Falle von Namensanteilen (wie nachstehend definiert), Bruchteilsanteile gemäß den Bestimmungen in Artikel 24 dieser Satzung zuzuteilen und auszugeben, wobei die Ausgabe auf der Grundlage des Inventarwertes ("Inventarwert") je Anteil des betreffenden Teilfonds (der "Teilfonds") erfolgt, der gemäß Artikel 23 dieser Satzung ermittelt wird; den bestehenden Anteilinhabern stehen in diesem Zusammenhang keine Vorzugsrechte auf die Zeichnung von auszugebenden Anteilen zu. Der Verwaltungsrat kann innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Beschränkungen die Annahme von Zeichnungen, die Lieferung der Anteile und die Annahme von Zahlungen für dieselben an ordnungsgemäß bevollmächtigte Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung der Gesellschaft übertragen.

Die Anteile können auf Entscheidung des Verwaltungsrates verschiedenen Teilfonds zugeordnet werden, die auf unterschiedliche Währungen lauten können. Die Erlöse aus der Ausgabe von Anteilen eines jeden Teilfonds (gegebenenfalls nach Abzug von Erstausgabegebühren, die für diese Anteile jeweils erhoben werden können) werden in Übereinstimmung mit den in Artikel 3 dieser Satzung festgelegten Zielen in jedwede zulässige Vermögenswerte angelegt, und zwar jeweils in die geografischen Regionen, Industriebranchen und Währungszonen, bzw. die spezifischen Arten von Aktienwerten oder Schuldverschreibungen, die vom Verwaltungsrat jeweils für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Klassen von Anteilen (jeweils eine "Anteilklasse" bzw. "Klasse") aufzulegen, die sich unter anderem im Hinblick auf Gebührenstruktur, Ausschüttungspolitik, Absicherungsstrategien, Mindestanlagebeträge, Anlegervoraussetzungen, Zahlungsmodalitäten oder andere spezifische Eigenschaften voneinander unterscheiden und auf unterschiedliche Währungen lauten können, wie vom Verwaltungsrat entschieden. Nach Maßgabe der vorstehenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat berechtigt, innerhalb einer Anteilklasse zwei Kategorien von Anteilen zu unterscheiden, wobei die eine Kategorie aus thesaurierenden Anteilen ("The-saurierende Anteile") und die andere Kategorie aus ausschüttenden Anteilen ("Ausschüttende Anteile") besteht. Dem Verwaltungsrat obliegen die Entscheidung, ob und wann Anteile solcher Anteilklassen zum Vertrieb angeboten werden, und die Festlegung der Bedingungen einer solchen Ausgabe.

Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird das jedem einzelnen Teilfonds zuzuordnende Nettovermögen bei einem Teilfonds, der nicht in Euro denominiert ist, rechnerisch in Euro umgewandelt werden, und zwar in Übereinstimmung mit den Bestimmungen in Artikel 25; das Kapital entspricht dem gesamten Nettovermögen aller Teilfonds.

Die Gesellschaft kann sich auch entscheiden, für einen oder mehrere von ihren Teilfonds Schuldverschreibungen auszugeben, wie in den besonderen Bestimmungen des Teilfonds für den jeweiligen Teilfonds beschrieben. In diesem Falle kann die Gesellschaft separate Verkaufsdokumente herausgeben, die unter anderem Bedingungen und Konditionen für die Zeichnungen und damit zusammenhängende Informationen enthalten.

Namensanteile - Inhaberanteile

Art. 6. Der Verwaltungsrat kann entscheiden, ob die Anteile als Namensanteile ("Namensanteile") und/oder als Inhaberanteile ("Inhaberanteile") ausgegeben werden.

Inhaberanteile werden in der Stückelung ausgegeben, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird. Beantragt ein Eigentümer von Inhaberanteilen den Tausch seiner Anteilscheine in Anteilscheine mit anderer Stückelung (und umgekehrt), können ihm die Kosten eines solchen Tausches in Rechnung gestellt werden.

Namensanteile werden, sofern nicht ausdrücklich die Ausgabe eines Anteilscheins gewünscht wird, grundsätzlich ohne Anteilscheine ausgegeben. Anstelle eines Anteilscheines erhalten die Anteilinhaber eine Bestandsanzeige ihres Anlagebestandes. Wünscht ein Inhaber von Namensanteilen mehr als einen Anteilschein für seine Anteile, bzw. beantragt ein Eigentümer von Inhaberanteilen den Umtausch seiner Inhaberanteile in Namensanteile, so kann der Verwaltungsrat nach

eigenem Ermessen den jeweiligen Anteilhabern die Verwaltungskosten für einen solchen Tausch in Rechnung stellen. Anteile werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Preises je Anteil, wie in Artikel 24 dieser Satzung festgelegt, ausgegeben. Der Zeichner wird unverzüglich einen endgültigen Anteilschein erhalten bzw., nach Maßgabe der vorstehenden Bestimmungen, eine Bestandsanzeige.

Etwaige Zahlungen von Ausschüttungen an die Anteilhaber erfolgen für Namensanteile per Scheck, der an die im Anteilregister (das "Anteilregister") angegebene Adresse bzw. an eine andere, dem Verwaltungsrat schriftlich mitgeteilte Adresse gesendet wird, oder durch Überweisung und für Inhaberanteile in bar gegen Vorlage des jeweiligen Kupons.

Alle Namensanteile der Gesellschaft sind im Anteilregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren von der Gesellschaft hiermit beauftragten Personen geführt wird; das Anteilregister enthält den Namen eines jeden Inhabers von Namensanteilen, seinen Wohnort oder gewählten Wohnsitz (bzw. im Falle des Miteigentums an Namensanteilen nur die Adresse des erstgenannten Miteigentümers), soweit diese Angaben der Gesellschaft mitgeteilt wurden, sowie die Anzahl der in jedem Teilfonds gehaltenen Anteile. Jede Übertragung von Namensanteilen wird im Anteilregister eingetragen, und zwar jeweils gegen Zahlung einer Gebühr, die vom Verwaltungsrat für die Eintragung von Dokumenten, die sich auf das Eigentum an den Anteilen beziehen oder sich darauf auswirken, genehmigt wurde.

Um eine richtige und gerechte Berechnung der sog. Performance Fee (wenn vorhanden) zu erreichen, kann der Verwaltungsrat eine Anteilsklasse in mehrere Serien einteilen, damit die bestehende Anteilsinhaber in einer oder mehreren Serien sind und der oder die neuen Anteilsklassen in einer anderen.

Serien sind Unterteilungen vorübergehender Natur und stellen Ausgleichvereinbarungen dar.

Die betroffenen Anteilsklassen werden umgehend von der Einrichtung und Streichung dieser administrativen Teilung unterrichtet.

Unbeschadet der Bestimmungen in Artikel 8 dieser Satzung sind die Anteile unbeschränkt übertragbar und frei von jeglichen Pfandrechten zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch Übergabe der einzelnen Inhaberanteilscheine an den der die betreffenden Anteilsinhaber.

Eine Übertragung von durch Globalurkunden verbrieften Inhaberanteilen erfolgt durch Einbuchung auf das von den Finanzmittlern der Anteilhaber bei den Clearingstellen eröffnete Depot, in Übereinstimmung mit den geltenden Gesetzen und den Vorschriften und Verfahrensweisen der jeweiligen mit der Übertragung befassten Clearingstelle.

Eine Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung der Übertragung im Anteilregister durch die Gesellschaft gegen Übergabe des Anteilscheins bzw. der Anteilscheine für diese Anteile, sofern ausgestellt, an die Gesellschaft, zusammen mit anderen Urkunden und unter Erfüllung aller anderen Übertragungsvoraussetzungen, wie sie von der Gesellschaft gefordert sind.

Jeder Anteilhaber, dessen Anteilbestand im Anteilregister eingetragen ist, muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft gesandt werden können. Diese Anschrift wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Anteilen (das Miteigentum ist auf maximal vier Personen beschränkt) wird nur eine Adresse eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Adresse gesandt. Wenn ein solcher Anteilhaber keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Anmerkung im Anteilregister eintragen und als Anschrift des Anteilhabers gilt in diesem Fall die Adresse des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft bzw. eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar so lange, bis der Anteilhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Anteilhaber kann zu jeder Zeit seine im Anteilregister eingetragene Anschrift durch schriftliche Mitteilung ändern, die an die Gesellschaft an ihren eingetragenen Sitz oder an eine andere von der Gesellschaft jeweils angegebene Adresse zu senden ist.

Vorbehaltlich der vorherigen Zustimmung der Gesellschaft, die jeweils im Einzelfall oder allgemein erteilt wird, wie im Prospekt der Gesellschaft ausgeführt, können Anteile bei Annahme der Zeichnung auch gegen eine Sacheinlage in Form von anderen Vermögenswerten ausgegeben werden, soweit diese mit der Anlagepolitik und den Anlagezielen der Gesellschaft und des Teilfonds im Einklang stehen. Eine solche Zeichnung gegen Sachleistungen wird, sofern erforderlich, in einem von den Wirtschaftsprüfern erstellten Bericht bewertet.

Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner (für Namensanteile) zu einem Bruchteilsanteil wird dieser Bruchteilsanteil im Anteilregister eingetragen. Bruchteilsanteile verleihen keinerlei Stimmrechte; allerdings ist der Anteilhaber zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt, soweit die Gesellschaft dies vorsieht. Inhaberanteile können nicht in Bruchteilen erworben oder zur Rücknahme vorgelegt werden.

Verlust und Vernichtung von Inhaberanteilen

Art. 7. Kann ein Inhaber von Inhaberanteilen in für die Gesellschaft zufriedenstellender Weise den Verlust, die Beschädigung oder Vernichtung seiner Inhaberanteile nachweisen, ist, auf Antrag und zu den von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen und Garantien, insbesondere in Form einer von einer Versicherung ausgestellten Garantie, die Ausgabe eines Duplikats möglich. Bei Ausgabe des neuen Anteilscheines, der als Duplikat gekennzeichnet ist, verfällt der ursprüngliche Anteilschein, für den das Duplikat ausgestellt wurde.

Die Gesellschaft kann nach ihrem Ermessen dem Anteilhaber von einzelnen Inhaberanteilscheinen außerordentliche Auslagen in Rechnung stellen, die ihr in Verbindung mit der Ausgabe eines Duplikats oder eines neuen Anteilscheins als Ersatz für einen verlorenen, beschädigten oder vernichteten Anteilschein entstanden sind.

Rücknahmeanträge für verloren gegangene einzelne Inhaberanteile werden nicht angenommen.

Erwerbsbeschränkungen für die Anteile

Art. 8. Anteile der Gesellschaft werden nur an gut informierte ("investisseurs avertis") unter dem Gesetz von 2007 ("Qualifizierte Investoren" oder einzeln ein "Qualifizierter Investor") ausgegeben.

Der Verwaltungsrat kann, nach seinem Ermessen, jedweder Anteilszeichnung bis zu dem Zeitpunkt hinausschieben, bis die Gesellschaft ausreichend Hinweise hat, dass es sich bei dem Auftraggeber um einen Qualifizierten Investor handelt. Scheint zu irgendeiner Zeit der Inhaber von Anteilen kein Qualifizierter Investor zu sein, kann der Verwaltungsrat (i) direkt die Anteile des Anteilinhabers (a) an eine Qualifizierte Person übertragen, oder (b) die Gesellschaft ersuchen, seine Anteile einzuziehen, oder (ii) in Übereinstimmung mit den hier zuvor genannten Artikeln die entsprechenden Anteile zwingend einzuziehen. Der Verwaltungsrat wird es ablehnen, irgendeinen Anteilstransfer vorzunehmen und folglich es auch ablehnen, irgendeinen Anteilstransfer ins Aktienbuch einzutragen, welcher in einer Situation enden könnte, dass Anteile dieses Transfers von einer Person gehalten werden, die kein Qualifizierter Investor ist.

Zusätzlich zu jedweder Verantwortung unter dem anwendbaren Gesetz, muss jeder Anteilinhaber, der nicht als Qualifizierter Anteilinhaber eingestuft wurde und Anteile der Gesellschaft hält, die Gesellschaft, den Verwaltungsrat, die anderen Anteilinhaber des entsprechenden Teilfonds und die Mittler der Gesellschaft von Schäden, Verlusten und Aufwendungen schadlos und haftungsbefreit halten, die aus dem Umstand resultieren oder damit zusammenhängen, dass der entsprechende Anteilinhaber irreführende oder unwahre Dokumente vorgelegt hat oder irreführende oder unwahre Äußerungen getätigt hat, um sich den Status als Qualifizierter Investor zu verschaffen oder es versäumt hat, der Gesellschaft den Verlust dieses Status anzuzeigen.

Unbeschadet des vorherigen Absatzes ist der Verwaltungsrat berechtigt, weitere Beschränkungen aufzuerlegen (mit Ausnahme von Übertragungsbeschränkungen für die Anteile), die er nach seinem Ermessen für notwendig hält, um sicherzustellen, dass die Anteile der Gesellschaft nicht von oder im Namen einer natürlichen oder juristischen Person erworben oder gehalten werden, die nach dem alleinigen Ermessen des Verwaltungsrates nicht zur Zeichnung oder zum Besitz der Anteile an der Gesellschaft bzw. der Anteile eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Anteilklasse berechtigt sind, sofern (i) sich ein solcher Anteilbesitz nach Ansicht des Verwaltungsrates nachteilig auf die Gesellschaft auswirken könnte, (ii) dies einen Verstoß gegen in Luxemburg oder im Ausland geltende Gesetze oder Vorschriften zur Folge hätte, (iii) der Gesellschaft daraufhin u. U. steuerliche, rechtliche oder finanzielle Nachteile entstehen würden, die ihr ansonsten nicht entstanden wären, oder (iv) wenn die vorgenannten Personen bzw. Gesellschaften die von den Anteilinhabern zu erfüllenden Voraussetzungen für eine bestimmte Anteilklasse nicht erfüllen (jeweils eine "Nicht Zugelassene Person").

Insbesondere ist die Gesellschaft berechtigt, das Eigentum an Anteilen der Gesellschaft durch natürliche oder juristische Personen einzuschränken oder zu unterbinden; dies gilt uneingeschränkt für das Eigentum an Anteilen durch (i) "US-Personen", wie nachstehend definiert, durch (ii) Personen, die eine Zeichnung oder einen Kauf von Anteilen an einem Zweitmarkt beabsichtigen oder Anteile in ihrem Bestand halten, sofern es sich dabei um Anteile von Anteilklassen handelt, die Institutionellen Anlegern (wie nachstehend definiert) vorbehalten sind, und diese Personen nicht die Voraussetzungen als Institutionelle Anleger erfüllen, oder durch (iii) Nicht Zugelassene Personen. Für die Zwecke dieser Bestimmung ist die Gesellschaft befugt:

(a) die Ausgabe von Anteilen abzulehnen, sofern es den Anschein hat, dass die Ausgabe dazu führt oder dazu führen könnte, dass die Anteile mittelbar oder unmittelbar im wirtschaftlichen Eigentum einer Person stehen, die vom Besitz von Anteilen der Gesellschaft ausgeschlossen ist;

(b) zu jeder Zeit eine im Anteilregister eingetragene Person aufzufordern, durch eidesstattliche Erklärung gestützte Informationen vorzulegen, die nach Auffassung der Gesellschaft für die Feststellung notwendig sind, ob sich die Anteile im wirtschaftlichen Eigentum einer Person befinden, die vom Besitz von Anteilen der Gesellschaft ausgeschlossen ist; und

(c) alle Anteile eines Anteilinhabers zwangsweise zurückzunehmen, sofern die Gesellschaft vermutet, dass eine vom Besitz von Anteilen an der Gesellschaft ausgeschlossene Person wirtschaftliche oder eingetragene Allein- oder Miteigentümerin von Anteilen ist; eine zwangsweise Rücknahme wird wie folgt durchgeführt:

(1) Die Gesellschaft übersendet dem Anteilinhaber, in dessen Besitz sich die Anteile befinden oder der im Anteilregister als Eigentümer eingetragen ist, eine Mitteilung (im Folgenden die "Rücknahmemitteilung"), in der die zurückzunehmenden Anteile, der Rücknahmeerlös für diese Anteile sowie der Ort, an dem der Rücknahmeerlös (wie nachstehend definiert) für diese Anteile entrichtet wird, bezeichnet sind. Eine solche Mitteilung kann dem Anteilinhaber mittels eines frankierten Einschreibens mit der zuletzt bekannten Adresse bzw. der im Anteilregister vermerkten Adresse per Post zugesandt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Datum ist der Anteilinhaber nicht länger Anteilinhaber der Gesellschaft und die vormals von ihm gehaltenen Anteile werden entwertet. Der besagte Anteilinhaber ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft den bzw. die Anteilschein/e (sofern ausgegeben) für die in der Rücknahmemitteilung aufgeführten Anteile unverzüglich auszuhändigen;

(2) der Preis, zu dem die in der Rücknahmemitteilung angegebenen Anteile zurückgenommen werden, wird in Übereinstimmung mit den Bestimmungen in Artikel 21 dieser Satzung bestimmt (im Folgenden als "Rücknahmepreis" bezeichnet);

(3) die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt an den Anteilinhaber, der als Eigentümer erscheint, in der Referenzwährung (wie im Prospekt der Gesellschaft (der "Prospekt") definiert) des jeweiligen Teilfonds; der Preis wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder an anderer Stelle (wie in der Rücknahmemitteilung spezifiziert) zur Auszahlung an diese Person hinterlegt, allerdings nur gegen Übergabe der Inhaberanteile, sofern ausgegeben, für die in der Mitteilung bezeichneten Anteile. Mit Hinterlegung der dem oben genannten Rücknahmepreises entsprechenden Gelder erlöschen sämtliche Rechte bzw. Ansprüche der in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Person an den Anteilen sowie alle mit diesen verbundene Ansprüche gegen die Gesellschaft oder ihr Vermögen, mit Ausnahme der Rechte des Anteilinhabers, der als Eigentümer der Anteile erscheint, auf Auszahlung des hinterlegten Rücknahmepreises (ohne Zinsen) durch die betreffende Bank, wie oben beschrieben;

(4) die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnis durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung angefochten oder für ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Eigentümer der Anteile unzureichend war, oder dass das tatsächliche Eigentum an den Anteilen anders gelagert war als es sich der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmemitteilung darstellte, vorausgesetzt, die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft geschah in gutem Glauben; und

(d) einer vom Anteilbesitz ausgeschlossenen Person auf einer Versammlung der Anteilinhaber der Gesellschaft das Stimmrecht zu versagen.

Im Sinne der Satzung der Gesellschaft (die "Satzung") bezeichnet der Begriff "US-Person" jede US-Person (im Sinne der Definition in den US-Bundesgesetzen über Wertpapiere, Waren und Steuern) sowie Personen, die ihren Wohnsitz zum Zeitpunkt des Angebots oder des Verkaufs der Anteile in den Vereinigten Staaten von Amerika haben.

Der Verwaltungsrat kann, von Zeit zu Zeit, das Vorgesagte abändern oder verdeutlichen.

Sollte, im Interesse der Gesellschaft und/oder der Anteilinhaber, der Fall eintreten, dass die Gesellschaft eine solche Größe erreicht, die es ihr nicht mehr ermöglicht, passende Anlagen zu finden, kann die Gesellschaft beschließen, die Ausgabe sowie den Umtausch von Anteilen zu beschränken oder einzustellen.

Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilinhaber

Art. 9. Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Versammlung der Anteilinhaber der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Anteilinhaber. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilinhaber der Gesellschaft unabhängig von den jeweils gehaltenen Anteilen. Die Versammlung der Anteilinhaber ist mit den weitestgehenden Befugnissen in Bezug auf die Anordnung, Ausführung und Ratifizierung von Rechtshandlungen in Verbindung mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft ausgestattet.

Wenn die Gesellschaft aus nur einem Anteilinhaber besteht, ist der alleinige Anteilhaber mit allen Befugnissen der Hauptversammlung ausgestattet.

Hauptversammlungen

Art. 10. Die jährliche Generalversammlung der Anteilinhaber ("Jahreshauptversammlung der Anteilinhaber") findet in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht jedes Jahr am 28. Februar um 17.00 Uhr und erstmals im Jahre 2010, am eingetragenen Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen in der Versammlungsmittteilung angegebenen Ort in Luxemburg statt. Ist dieser Tag kein Luxemburger Bankgeschäftstag (ein Tag, an dem die Banken in Luxemburg Zahlungen abwickeln, jedoch nicht Samstag oder Sonntag), wird die Jahreshauptversammlung an dem unmittelbar vorangehenden Luxemburger Bankgeschäftstag abgehalten. Die Jahreshauptversammlung kann außerhalb Luxemburgs abgehalten werden, sofern der Verwaltungsrat dies nach seinem Ermessen auf Grund außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Sonstige Versammlungen der Anteilinhaber werden an dem Ort und an dem Tag abgehalten, die in der jeweiligen Versammlungsmittteilung angegeben sind. Eine Hauptversammlung ist zwingend einzuberufen, wenn Anteilinhaber, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Kapitals der Gesellschaft vertreten, dies verlangen.

Der Verwaltungsrat kann Versammlungen der Anteilinhaber eines oder mehrerer Teilfonds bzw. einer oder mehrerer Anteilklassen einberufen, um über Angelegenheiten dieser Teilfonds oder Anteilklassen und/oder über eine Änderung ihrer jeweiligen Rechte zu beschließen.

Beschlussfähigkeit und Abstimmung

Art. 11. Sofern in dieser Satzung keine anders lautenden Regelungen getroffen sind, gelten die gesetzlichen Vorschriften in Bezug auf die Mindestanwesenheit zur Beschlussfähigkeit und die anwendbaren Ladungsfristen sowohl für die Versammlungsmittteilung als auch für die Durchführung der Versammlungen der Anteilinhaber.

Sofern vorgesehen, werden Anteilinhaber, die an einer Hauptversammlung per Videokonferenz oder durch andere Telekommunikationsmittel, welche ihre Identifizierung erlauben, zum Zwecke des Quorums bzw. der Mehrheitsermittlung als anwesend angesehen. Solche Telekommunikationsmittel müssen die technischen Voraussetzungen dafür erfüllen, dass eine effektive Beteiligung an der Hauptversammlung sichergestellt ist und die Beratungen fortwährend übertragen werden.

Solange das Anteilkapital in mehrere Teilfonds und Anteilklassen aufgeteilt ist, können die mit den Anteilen eines Teilfonds bzw. einer Anteilklassen verbundenen Rechte (sofern in den Ausgabebedingungen für die Anteile dieses Teilfonds oder dieser Anteilklasse keine anderen Regelungen getroffen sind), ungeachtet einer möglichen Abwicklung der

Gesellschaft, auf Beschluss einer separaten Hauptversammlung der Anteilhaber des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Anteilklasse geändert werden, wobei für einen solchen Beschluss eine Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen erforderlich ist. Auf eine solche separate Hauptversammlung finden die in dieser Satzung für Hauptversammlungen festgelegten Bestimmungen entsprechend Anwendung, allerdings mit der Maßgabe, dass zur Beschlussfähigkeit einer solchen separaten Hauptversammlung die Anwesenheit einer Anzahl von anwesenden und vertretenen Anteilhabern erforderlich ist, die mindestens die Hälfte der ausgegebenen Anteile des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Anteilklasse hält (bzw. sollte bei Vertagung einer Versammlung eines Teilfonds oder einer Anteilklasse die oben festgelegte Mindestanwesenheit nicht erreicht werden, gilt die Mindestanwesenheit als erfüllt, sofern eine Person, die Anteile an dem betreffenden Teilfonds bzw. der betreffenden Anteilklasse hält, anwesend oder vertreten ist).

Jeder ganze Anteil eines Teilfonds oder einer Anteilklasse verleiht, unabhängig von seinem Nettoinventarwert innerhalb des Teilfonds oder der Anteilklasse, eine Stimme; dies gilt vorbehaltlich der in dieser Satzung auferlegten Beschränkungen. Ein Anteilhaber ist berechtigt, sich auf jeder Versammlung der Anteilhaber im Wege einer schriftlichen Vollmacht durch eine andere Person vertreten zu lassen. Eine Gesellschaft kann eine solche Vollmacht durch einen ordnungsgemäß bevollmächtigten leitenden Angestellten ausfertigen lassen.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen in der Einladung zur Hauptversammlung bestimmen, dass die Anteilhaber ihre Stimme mittels Wahlschein ("formulaire") in englischer Sprache abgeben können.

Jeder Wahlschein ("formulaire") muss durch Übergabeeschreiben mit Empfangsbestätigung, durch Einschreiben, durch den Kurierdienst eines international anerkannten Kurierdienstunternehmens am Sitz der Gesellschaft oder per Fax unter der Faxnummer am Sitz der Gesellschaft eingehen.

Ein Wahlschein ("formulaire"), der nicht die folgenden Angaben und Auskünfte enthält, ist als nichtig zu betrachten und wird für Quorumzwecke nicht beachtet:

- Name und Geschäftssitz und/oder Wohnsitz des entsprechenden Anteilhabers;
- Gesamtzahl der Anteile, die vom entsprechenden Anteilhaber gehalten werden und, sofern anwendbar, Anzahl der Anteile jeder Anteilsklasse, die vom entsprechenden Anteilhaber gehalten werden;
- Tagesordnung der Hauptversammlung;
- Angabe des entsprechenden Anteilhabers in Bezug auf jede der vorgeschlagenen Beschlussfassungen, für wie viele der von dem Anteilhaber gehaltenen Anteile er sich der Stimme enthält, für oder gegen diese vorgeschlagene Beschlussfassung stimmt; und
- Name, Titel und Unterschrift des ordnungsgemäß autorisierten Vertretungsberechtigten des entsprechenden Anteilhabers.

Jeder Wahlschein ("formulaire") muss bei der Gesellschaft nicht später als 17.00 Uhr Luxemburger Zeit an dem letzten Luxemburger Bankarbeitstag vor dem Tag der Hauptversammlung der Anteilhaber eingehen. Jeder Wahlschein ("formulaire"), der nach diesem Zeitpunkt bei der Gesellschaft eingeht, wird für Quorumzwecke nicht beachtet.

Ein Wahlschein ("formulaire") gilt als eingegangen:

(a) wenn durch Übergabeeschreiben mit Empfangsbestätigung, durch Einschreiben, durch den Kurierdienst eines international anerkannten Kurierdienstunternehmens am Sitz der Gesellschaft übermittelt, zum Zeitpunkt der Übergabe; oder

(b) wenn per Fax übermittelt, zu der auf dem Übertragungsbericht des empfangenden Faxgerätes gemeinsam mit der Sendenummer registrierten Zeit.

Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen festlegen, die von Anteilhabern erfüllt werden müssen, damit sie an einer Generalversammlung der Anteilhaber teilnehmen können.

Sofern in den gesetzlichen Bestimmungen oder in dieser Satzung keine anders lautenden Regelungen getroffen sind, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Anteilhaber mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Beschlüsse des alleinigen Anteilhabers werden schriftlich dokumentiert.

Der Verwaltungsrat kann jeweils alle sonstigen für die Teilnahme an den Versammlungen der Anteilhaber zu erfüllenden Bedingungen bestimmen.

Versammlungsmitteilung

Art. 12. Die Versammlung der Anteilhaber tritt auf Einberufung durch den Verwaltungsrat oder, sofern außergewöhnliche Umstände dies erfordern, auf Einberufung durch zwei gemeinschaftlich handelnde Mitglieder des Verwaltungsrates zusammen; die Versammlungsmitteilung wird jedem eingetragenen Anteilhaber spätestens acht (8) Kalendertage vor der Versammlung per Post an die im Anteilregister angegebene Adresse übersandt.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben sind, erfolgt die Veröffentlichung der Versammlungsmitteilung zusätzlich gemäß Luxemburger Recht sowie gegebenenfalls in anderen vom Verwaltungsrat jeweils nach seinem Ermessen bestimmten Zeitungen.

Die Versammlungsmitteilung enthält die Tagesordnung und die vom Luxemburger Recht geforderten Informationen und Anhänge. Ein oder mehrere Anteilhaber, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Kapitals der Gesellschaft vertreten,

können unter Beachtung einer Frist von fünf (5) Tagen verlangen, dass zusätzliche Tagesordnungspunkte in die Tagesordnung der Versammlung eingefügt werden.

Wenn alle Anteilhaber auf einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind, und wenn sie erklären, dass sie über die Tagesordnung der Generalversammlung informiert worden sind, kann die Versammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat

Art. 13. Die Gesellschaft wird vom Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammensetzt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Anteilhaber der Gesellschaft sein.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von den Anteilhabern auf der Jahreshauptversammlung für einen Zeitraum gewählt, der auf der nächsten Jahreshauptversammlung mit der Wahl der jeweiligen qualifizierten Nachfolger endet, mit der Maßgabe, dass ein Mitglied des Verwaltungsrates zu jeder Zeit mit oder ohne Angabe von Gründen auf Beschluss der Anteilhaber abberufen und/oder ersetzt werden kann.

Wird das Amt eines Mitgliedes des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus anderen Gründen vakant, können die verbleibenden Mitglieder auf einer Sitzung des Verwaltungsrates durch Mehrheitsbeschluss ein neues Mitglied wählen, das bis zur nächsten Versammlung der Anteilhaber diese Vakanz übernimmt.

Verfahren des Verwaltungsrates

Art. 14. Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden sowie gegebenenfalls einen oder zwei stellvertretende Vorsitzende. Er kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, der kein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und dem die Protokollführung bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und den Versammlungen der Anteilhaber obliegt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einberufungsmittelteilung angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz auf allen Versammlungen der Anteilhaber und auf allen Sitzungen des Verwaltungsrates; in seiner Abwesenheit können die Anteilhaber bzw. die Mitglieder des Verwaltungsrates durch Mehrheitsbeschluss der bei der Versammlung bzw. Sitzung Anwesenden eine andere Person zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Alle Mitglieder des Verwaltungsrates werden spätestens vierundzwanzig Stunden vor der für eine Sitzung angesetzten Uhrzeit schriftlich benachrichtigt, außer bei Notfällen, wobei die einen Notfall begründenden Umstände in der Sitzungsmitteilung darzulegen sind. Auf eine Mitteilung kann verzichtet werden, sofern jedes Mitglied des Verwaltungsrates schriftlich, per Telegramm, Telex, elektronischer Post oder Telefax seine Zustimmung gibt. Separate Mitteilungen für einzelne Sitzungen sind nicht notwendig, wenn Zeitpunkt und Ort der Sitzung in einem zuvor vom Verwaltungsrat beschlossenen Sitzungsplan festgelegt sind.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann auf einer Sitzung des Verwaltungsrates handeln, indem es ein anderes Mitglied schriftlich, per Telegramm, Telex, elektronischer Post oder Telefax zu seinem Vertreter bestellt. Die Verwaltungsratsmitglieder können außerdem ihre Stimme auch schriftlich, per Telegramm, Telex, elektronischer Post oder Telefax abgeben.

Der Verwaltungsrat kann nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrates handeln. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können die Gesellschaft nicht durch individuelle Rechtshandlungen binden, sofern sie nicht durch einen Beschluss des Verwaltungsrates ausdrücklich hierzu ermächtigt sind.

Der Verwaltungsrat kann nur dann beraten und rechtsgültig handeln, wenn mindestens eine Mehrheit seiner Mitglieder bei der Verwaltungsratssitzung anwesend (wobei dies auch im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz möglich ist) oder vertreten ist und wenn bei einer solchen Verwaltungsratssitzung keine Mehrheit von Personen vorhanden ist, die nach dem Steuerrecht des Vereinigten Königreichs als Steueransässige des Vereinigten Königreichs ("Steueransässiger im Vereinigten Königreich") angesehen werden. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der auf der Sitzung von den anwesenden oder vertretenen Mitgliedern abgegebenen Stimmen gefasst. Der Vorsitzende der Sitzung hat in jedem Fall eine ausschlaggebende Stimme.

Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch in Form eines Rundschreibens mit identischer Beschlussfassung verabschiedet werden, das in einfacher oder mehrfacher Ausfertigung von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet wird.

Der Verwaltungsrat ernennt jeweils die Mitglieder der Geschäftsführung der Gesellschaft, einschließlich eines General Manager und eines Secretary sowie gegebenenfalls eines Assistant General Managers, Assistant Secretaries und anderer Mitglieder der Geschäftsführung, soweit sie für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft als erforderlich angesehen werden. Eine solche Ernennung kann vom Verwaltungsrat zu jeder Zeit widerrufen werden. Mitglieder der Geschäftsführung müssen keine Mitglieder des Verwaltungsrates oder Anteilhaber der Gesellschaft sein. Die ernannten Mitglieder der Geschäftsführung haben die ihnen vom Verwaltungsrat zugewiesenen Rechte und Pflichten, sofern in dieser Satzung keine anders lautenden Regelungen getroffen sind.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, seine Leitungsbefugnisse in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie seine Handlungsvollmacht im Hinblick auf die Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszweckes an natürliche oder juristische Personen zu delegieren, die keine Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die diese Aufgaben unter der Aufsicht und Verantwortung des Verwaltungsrates wahrnehmen. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmte Befugnisse, Ermächtigungen und Entscheidungen auf einen Ausschuss übertragen, der aus einer oder

mehreren Personen (ungeachtet einer Mitgliedschaft im Verwaltungsrat) besteht, die vom Verwaltungsrat als geeignet angesehen werden, vorausgesetzt, die Mehrheit der Mitglieder des Ausschusses sind Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft, und mit der Maßgabe, dass der Ausschuss bei seinen Sitzungen nur dann in Bezug auf seine Befugnisse, Ermächtigungen und Entscheidungsvollmachten handlungsfähig ist, sofern die Anwesenden mehrheitlich Verwaltungsratsmitglieder sind und der Maßgabe, dass kein Quorum erfüllt ist, wenn die Mehrheit der Personen dieses Ausschusses (ungeachtet einer Mitgliedschaft im Verwaltungsrat) als Steueransässige im Vereinigten Königreich angesehen werden.

Protokolle der Verwaltungsratssitzungen

Art. 15. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates sind vom Vorsitzenden bzw. vom Vorsitzenden pro tempore zu unterzeichnen, der in der jeweiligen Sitzung den Vorsitz hatte.

Kopien bzw. Auszüge dieser Protokolle, die zur Vorlage bei Gericht oder anderweitig verwendet werden, sind vom jeweiligen Vorsitzenden bzw. vom Schriftführer oder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates zu unterzeichnen.

Festlegung der Anlagepolitik

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist mit den weitestgehenden Befugnissen zur Ausführung von Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Interesse der Gesellschaft ausgestattet. Alle Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder nach dieser Satzung der Versammlung der Anteilhaber vorbehalten sind, können vom Verwaltungsrat ausgeübt werden.

Insbesondere ist der Verwaltungsrat zur Bestimmung der Investmentpolitik eines jeden Teilfonds berechtigt. Die Richtlinien für die Geschäftsführung der Gesellschaft berühren nicht die Anlagen oder Tätigkeiten, die den jedweden Anlagebeschränkungen unterliegen, mögen sie dem Gesetz von 2007 oder anderen anzuwendenden Gesetze und Beschlüsse unterfallen.

Beteiligungen der Verwaltungsratsmitglieder

Art. 17. Verträge oder sonstige Transaktionen der Gesellschaft mit einem anderen Unternehmen oder einer anderen Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung der Gesellschaft an diesem Unternehmen oder an dieser Firma beteiligt sind oder dort als Mitglied des Verwaltungsrates bzw. der Geschäftsführung oder als Mitarbeiter tätig sind. Vorbehaltlich der nachstehenden Bestimmungen, ist ein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung, das als Verwaltungsratsmitglied, Mitglied der Geschäftsführung oder Mitarbeiter bei einem Unternehmen oder einer Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft beabsichtigt, einen Vertrag abzuschließen oder anderweitige geschäftliche Beziehungen aufzunehmen, nicht auf Grund seiner Verbundenheit mit dem anderen Unternehmen bzw. der anderen Firma daran gehindert, an Beratungen, Abstimmungen oder Handlungen in Bezug auf Angelegenheiten teilzunehmen, die sich im Hinblick auf diesen Vertrag oder in Bezug auf sonstige geschäftliche Angelegenheiten ergeben.

Hat ein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft, so ist dieses Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung verpflichtet, dem Verwaltungsrat eine diesbezügliche Mitteilung zu machen; das betreffende Mitglied ist von der Beratung und Abstimmung über diese Transaktion auszuschließen; die Transaktion und das persönliche Interesse des Mitglieds des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung ist den Anteilhabern bei der nächsten Versammlung der Anteilhaber mitzuteilen.

Die vorangehenden Bestimmungen sind nicht einschlägig, wenn die betroffene Rechtshandlung zu angemessenen Marktbedingungen erfolgte und in den Rahmen des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft fällt.

Freistellung

Art. 18. Die Gesellschaft kann die Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung sowie deren Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter von angemessenen Aufwendungen freistellen, die ihnen in Verbindung mit Klagen, Rechtsstreitigkeiten oder Gerichtsverfahren entstehen, an denen sie auf Grund ihrer gegenwärtigen oder vormaligen Eigenschaft als Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung der Gesellschaft u.U. beteiligt sind; dies gilt gleichermaßen für Aufwendungen dieser Art, die auf Grund dieser Eigenschaft bei einem anderen Unternehmen entstehen, an dem die Gesellschaft beteiligt oder dessen Gläubigerin sie ist und bei dem die betreffenden Personen auf Verlangen der Gesellschaft als Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung tätig sind, sofern gegen dieses Unternehmen kein Anspruch auf Freistellung von diesen Aufwendungen besteht. Die Freistellung gilt für alle Umstände, außer in Verbindung mit Angelegenheiten, bei denen im Rahmen der Klage, der Rechtsstreitigkeit oder des gerichtlichen Verfahrens rechtskräftig eine Haftung der betreffenden Personen auf Grund grober Fahrlässigkeit oder groben Fehlverhaltens festgestellt wird; im Falle eines außergerichtlichen Vergleichs wird eine Entschädigung nur in Verbindung mit denjenigen in diesem Vergleich abgedeckten Angelegenheiten gezahlt, bei denen nach Auskunft des Rechtsberaters der Gesellschaft den zu entschädigenden Personen keine solche Pflichtverletzung vorzuwerfen ist. Das vorstehende Recht auf Freistellung besteht unbeschadet weiterer Rechte dieser Personen.

Verwaltung

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates, bzw. durch die einzelne Unterschrift eines Mitgliedes des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung rechtlich gebunden, dem der Verwaltungsrat die Befugnis hierzu erteilt hat.

Wirtschaftsprüfer

Art. 20. Die Hauptversammlung der Anteilhaber ernennt einen "réviseur d'entreprises agréé", der die Pflichten gemäß des Gesetzes von 2007 übernimmt.

Rücknahme und Umtausch von Anteilen

Art. 21. Wie nachstehend detailliert ausgeführt, ist die Gesellschaft berechtigt, ihre Anteile zu jedem Zeitpunkt ausschließlich im Rahmen der Beschränkungen nach dem Gesetz, dieser Satzung und dem Prospekt zurückzunehmen.

Rücknahmen erfolgen grundsätzlich gegen Barzahlung oder Sachleistung, in Abhängigkeit von dem betreffenden Teilfonds, wie im geltenden Prospekt näher beschrieben.

Soweit im Prospekt nicht anderweitig geregelt, kann ein Anteilhaber die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Anteile durch die Gesellschaft beantragen, mit der Maßgabe, dass

(i) die Gesellschaft die Rücknahme der Anteile ablehnen kann, sofern der Rücknahmeantrag nicht die Mindestanzahl von Anteilen für eine Rücknahme bzw. den Mindestrücknahmebetrag erreicht bzw. nicht den Bedingungen entspricht, die gegebenenfalls vom Verwaltungsrat jeweils festgelegt und im Prospekt ausgeführt sind; und

(ii) die Gesellschaft, sofern die Ausführung eines solchen Antrages dazu führen würde, dass der Anteilbestand bei der Gesellschaft oder dem jeweiligen Teilfonds auf einen bestimmten Gesamtbetrag bzw. eine bestimmte Gesamtzahl von Anteilen, die unter dem Mindestbetrag, wie vom Verwaltungsrat jeweils festgelegt und im Prospekt beschrieben, fallen würde, alle verbleibenden Anteile dieses Anteilhabers zurücknehmen kann; und

(iii) die Gesellschaft ist nicht verpflichtet, an einem Bewertungstag (wie im Prospekt definiert) mehr als den Wert an Anteilen des entsprechenden Teilfonds oder der entsprechenden Anteilklassen zurückzunehmen als ausgegeben sind und ausstehen, wie in dem Anhang des Prospekts zum jeweiligen Teilfonds festgelegt. Im Falle, dass der Wert dies übersteigt, kann die Gesellschaft zum besten Interesse aller Anteilhaber erklären, dass diese Rücknahmen zurückgestellt werden. Am darauffolgenden Bewertungstag werden diese Gesuche mit Priorität zu anderen Gesuchen behandelt.

Für die Zwecke der vorstehenden Bestimmungen werden Umtauschtransaktionen als Rücknahmen betrachtet.

Wenn die Gesellschaft Anteile zurücknimmt entspricht der Preis, zu dem die Anteile von der Gesellschaft zurückgenommen werden, stets dem Inventarwert je Anteil des jeweiligen Teilfonds oder der jeweiligen Klasse (der gemäß den Bestimmungen in Artikel 23 dieser Satzung bestimmt wird) in Übereinstimmung mit dem Prospekt, vorausgesetzt ein schriftlicher und unwiderruflicher Rücknahmeantrag geht ordnungsgemäß an dem betreffenden Bewertungstag vor Ablauf der jeweiligen Eingangsfrist für Rücknahmen ein, gegebenenfalls abzüglich einer Rücknahmegebühr oder anderer Gebühren, wie vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und im geltenden Prospekt beschrieben.

Die Verwaltungsstelle der Gesellschaft (wie im Prospekt definiert) wird die Zahlung oder Abwicklung innerhalb des Zahlungszeitraums wie im Prospekt beschrieben für jeden oder, sollte dies ein späterer Termin sein, nach dem Tag, an dem Anteilszertifikate (falls vorhanden) von der Gesellschaft erhalten wurden. Die Gesellschaft behält sich das Recht vor, die Zahlung zu verschieben, sofern ein solcher Aufschub im Interesse der verbleibenden Anteilhaber ist.

Erlöse, die die Gesellschaft nicht an den jeweiligen Anteilhaber auszahlen kann, werden bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs (6) Monaten verwahrt; nach Ablauf dieses Zeitraums werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignation für die jeweiligen Anspruchsberechtigten hinterlegt.

Vorbehaltlich der Zustimmung des Anteilhabers, der eine Rücknahme beantragt, kann die Gesellschaft, wenn sie dem zustimmt, die Zahlung des Rücknahmepreises im Wege der Zuteilung von Vermögenswerten des jeweiligen Teilfonds an den Anteilhaber leisten, wobei die Zuteilung der Höhe nach dem Wert der zurückzunehmenden Anteile entspricht. Die Bestimmung der Art und Kategorie der Vermögenswerte erfolgt in angemessener und gerechter Weise, unter Beachtung der Gesetze und Vorschriften und unter Berücksichtigung der Interessen der verbleibenden Anteilhaber; die angewandte Bewertungsmethode ist, sofern erforderlich, in einem Bericht der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu bestätigen.

Sofern im geltenden Prospekt keine anders lautenden Regelungen getroffen sind, kann jeder Anteilhaber die von ihm gehaltenen Anteile einer Anteilklasse ganz oder teilweise in Anteile der gleichen Klasse eines anderen Teilfonds umtauschen; der Umtausch erfolgt auf der Grundlage einer Umtauschformel, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben ist; dies gilt mit der Maßgabe, dass der Verwaltungsrat Beschränkungen unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit von Umtauschtransaktionen auferlegen und eine angemessene Gebühr erheben kann, die jeweils von ihm bestimmt und im geltenden Prospekt angegeben wird. Der Umtausch von Anteilen einer Klasse eines Teilfonds in Anteile einer anderen Klasse desselben oder eines anderen Teilfonds ist nicht zulässig, es sei denn, ein solcher Umtausch wird vom Verwaltungsrat genehmigt und ist im Prospekt vorgesehen.

Sofern der Wert des gesamten Nettovermögens eines einzelnen Teilfonds oder einer Klasse aus einem bestimmten Grund unter einen bestimmten Betrag sinkt bzw. diesen Betrag nicht erreicht, der vom Verwaltungsrat als angemessener Mindestbetrag für den jeweiligen Teilfonds oder die jeweilige Klasse festgelegt ist, oder sofern der Verwaltungsrat dies auf Grund von für den jeweiligen Teilfonds bzw. die jeweilige Klasse relevanten Änderungen der wirtschaftlichen oder politischen Lage für angemessen hält oder es im Interesse der jeweiligen Anteilhaber ist, kann die Gesellschaft (ausnahmslos) alle Anteile des Teilfonds bzw. der Klasse zurücknehmen, oder den Teilfonds bzw. die Klasse mit einem anderen Teilfonds bzw. einer anderen Klasse der Gesellschaft oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen verschmelzen. Eine solche Entscheidung, einen Teilfonds bzw. Anteilklasse zu verschmelzen, wird vor dem Wirksam-

keitsdatum der Verschmelzung bekannt gemacht, und zwar unter Angabe der Gründe und der Verfahrensweise der Verschmelzung sowie näherer Informationen über den neuen Teilfonds bzw. die neue Klasse. Die Bekanntmachung erfolgt mindestens vier (4) Wochen vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, um den Anteilinhabern Gelegenheit zu geben, ihre Anteile vor effektivem Beginn des Verschmelzungsverfahrens in den neuen Teilfonds bzw. die neue Klasse kostenlos zur Rücknahme einzureichen.

Bei Schließung des betreffenden Teilfonds bzw. der betreffenden Klasse, wird die Gesellschaft die Anteile zu einem Preis zurücknehmen, der die erwarteten Veräußerungs- und Liquidationskosten der Schließung des betreffenden Teilfonds bzw. der betreffenden Klasse widerspiegelt, ohne eine Rücknahmegebühr zu erheben.

Die Schließung eines Teilfonds bzw. einer Klasse im Wege der zwangsweisen Rücknahme der betreffenden Anteile oder einer Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds bzw. einer anderen Klasse der Gesellschaft oder einem anderem Luxemburger OGA, die jeweils aus anderen als den im vorstehenden Absatz genannten Gründen erfolgt, ist nur vorbehaltlich der Zustimmung der Anteilinhaber des zu schließenden oder zu verschmelzenden Teilfonds bzw. der zu schließenden oder zu verschmelzenden Klasse zulässig; der Zustimmungsbeschluss ist auf einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Anteilinhaber des Teilfonds bzw. der Klasse, für die keine Mindestanzahl von Anteilinhabern erforderlich ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber zu fassen.

Eine vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Anteilinhabern des betreffenden Teilfonds bzw. der betreffenden Klasse genehmigte Verschmelzung ist für die Inhaber von Anteilen des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Klasse nach Ablauf einer Mitteilungsfrist von vier (4) Wochen, in dem die Anteilinhaber ihre Anteile kostenlos zur Rücknahme einreichen können, verbindlich.

Im Falle einer Verschmelzung mit einem "Fonds commun de placement" oder mit einem ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen ist ein solcher Beschluss nur für die Anteilinhaber verbindlich, die für die Verschmelzung gestimmt haben.

Liquidations- und Rückkaufertlöse, die von den Anteilinhabern bei Abschluss der Liquidation eines Teilfonds oder einer Klasse nicht geltend gemacht wurden, werden bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs (6) Monaten; und nach diesem Zeitraum bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt. Die Erlöse verfallen, sofern sie nicht geltend gemacht werden, nach Ablauf von dreißig (30) Jahren.

Bewertung und Aussetzung der Bewertung

Art. 22. Der Inventarwert der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile wird für die Anteile eines jeden Teilfonds jeweils von der Gesellschaft ermittelt, wie gegebenenfalls vom Verwaltungsrat entschieden; die Ermittlung hat von Zeit zu Zeit zu erfolgen (wobei jeder dieser Tage zur Ermittlung des Inventarwertes ein Bewertungstag ist).

Solange Umstände vorliegen, unter denen die Ermittlung des Inventarwertes eines Teilfonds in der jeweiligen Referenzwährung nach Ansicht des Verwaltungsrates entweder nicht in angemessener Weise durchführbar oder für die Anteilinhaber der Gesellschaft nachteilig wäre, kann der Nettoinventarwert sowie der Zeichnungs- und Rücknahmepreis zeitweilig in einer anderen vom Verwaltungsrat bestimmten Währung ermittelt werden.

Die Gesellschaft kann die Ermittlung des Inventarwertes und die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen eines Teilfonds sowie das Recht auf Umtausch von Anteilen eines Teilfonds in Anteile eines anderen Teilfonds aussetzen,

(i) solange eine der Hauptbörsen oder andere Märkte, an denen ein wesentlicher Teil der Bestandteile der Anlagen eines Teilfonds jeweils notiert ist oder gehandelt wird, aus anderen Gründen als auf Grund eines gewöhnlichen Feiertages geschlossen ist, oder solange diesbezügliche Transaktionen beschränkt, begrenzt oder ausgesetzt sind, sofern die Beschränkung, Begrenzung oder Aussetzung die Bewertung dieser Anlagen beeinträchtigen;

(ii) solange Umstände vorliegen, die nach Ansicht des Verwaltungsrates eine Notsituation begründen oder die eine Verfügung über die einem Teilfonds zuzurechnenden Vermögenswerte oder deren Bewertung unmöglich werden lassen;

(iii) für die Dauer eines Ausfalls der Kommunikations- bzw. Rechenanlagen, die normalerweise für die Kursbestimmung oder die Bewertung der Vermögenswerte eines Teilfonds verwendet werden;

(iv) solange der Gesellschaft eine Rückführung von Mitteln zur Zahlung von Rücknahmeerlösen für die Anteile nicht möglich ist, oder solange eine Überweisung von Mitteln in Verbindung mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Anlagen oder zur Zahlung von Rücknahmeerlösen auf Anteile nach Ansicht des Verwaltungsrates nicht zu normalen Wechselkursen möglich ist;

(v) solange die Kurse einer oder mehreren Anlagen eines Teilfonds nicht genau bestimmt werden können;

(vi) im Falle der Liquidation der Gesellschaft bzw. sofern eine Mitteilung über die Schließung in Verbindung mit der Liquidation eines Teilfonds oder einer Anteilklasse ausgegeben wurde;

(vii) solange nach Ansicht des Verwaltungsrates Umstände vorliegen, die nicht vom Verwaltungsrat zu vertreten sind und auf Grund derer eine Fortsetzung des Handels der Anteile undurchführbar oder den Anteilinhabern gegenüber ungerechtfertigt wäre.

Die Aussetzung der Ermittlung des Inventarwertes für einen Teilfonds hat keine Auswirkungen auf die Berechnung des Inventarwertes oder die Ausgabe, die Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen eines anderen Teilfonds.

Der Beginn und die Beendigung der Aussetzung wird der Luxemburger Aufsichtsbehörde, der Luxemburger Börse und jeder anderen relevanten Börse, an der die Anteile notiert sind, sowie allen ausländischen Aufsichtsbehörden, bei denen der jeweilige Teilfonds registriert ist, gemäß den jeweils geltenden Bestimmungen mitgeteilt. Die Mitteilung wird außerdem in einer Luxemburger Tageszeitung und in einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat ausgewählten Zeitungen veröffentlicht.

Ermittlung des Nettoinventarwertes

Art. 23. Der Inventarwert und die Ausgabe- und Rücknahmepreise werden von der Gesellschaft an jedem Bewertungstag ermittelt. Der Bewertungstag jedes Teilfonds ist im betreffenden besonderen Teil des Prospekts (der "Besondere Teil") beschrieben.

Der Inventarwert jedes Teilfonds und der Inventarwert der betreffenden Anteilsklasse werden in der Währung jedes Teilfonds ausgedrückt, wie im betreffenden Besonderen Teil beschrieben. Während die Bilanzwährung der Gesellschaft der Euro ist, wird der Inventarwert jedes Teilfonds in der Währung des Teilfonds, wie im Besonderen Teil beschrieben, ausgedrückt. Der Inventarwert je Anteil eines Teilfonds und einer Anteilsklasse wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Inventarwert des betreffenden Teilfonds und der betreffenden Anteilsklasse durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile des betreffenden Teilfonds und der betreffenden Anteilsklasse geteilt wird.

Soweit im Prospekt keine andere Bewertungsmethode für jeden Teilfonds vorgesehen ist, soll der Wert jeden Teilfonds der Nettoinventarwert von jedem Teilfonds sein ("Nettoinventarwert").

Der Nettoinventarwert wird durch Abzug aller Verbindlichkeiten eines Teilfonds oder einer Anteilsklasse von den gesamten Vermögenswerten des betreffenden Teilfonds oder der betreffenden Anteilsklasse, im Einklang mit den nachfolgenden Regeln und den Bewertungsregeln, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden, bestimmt.

Bewertung von Vermögenswerten

1 Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Diskontgutschriften, Wechseln und Zahlungsaufforderungen, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlags ermittelt werden soll, nach Gutdünken des Verwaltungsrats, mit dem Zweck, den effektiven Wert zu ermitteln.

2 Der Wert aller Wertpapiere, die amtlich notiert sind, wird zum letzten verfügbaren Kurs berechnet. Werden die Wertpapiere an mehreren Börsen notiert, so kann der Verwaltungsrat nach seinem alleinigen Ermessen die Börse ermitteln, die für diese Zwecke als Hauptbörse dient.

3 Wertpapiere, die an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden in der gleichen Weise wie amtlich notierte Wertpapiere bewertet.

4 Wertpapiere oder sonstige Finanzinstrumente, die weder auf einer amtlichen Börse notiert sind, noch auf einem geregelten Markt gehandelt werden, werden im Einklang mit den Bewertungsprinzipien - wie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat beschlossen - zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten bewertet.

5 Derivate und Rückkaufverträge, die weder auf einer amtlichen Börse notiert sind, noch auf einem geregelten Markt gehandelt werden, werden nach dem alleinigen Ermessen des Verwaltungsrats auf der Basis ihres sog. "Market to market" Preis berechnet.

6 Fristeinlagen ("term deposits") werden nach ihrem gegenwärtigen Wert bewertet.

7 Die an einer Börse, einem Finanztermin- oder an einem anderen Markt gehandelten Futures- oder Optionskontrakte werden nach ihrem zuletzt verfügbaren Abwicklungspreis bewertet.

8 Alle anderen Vermögenswerte werden nach der zuletzt geprüften Bilanz der Gesellschaft bewertet oder nach ihrem Buchwert, mit dem Vorbehalt einer Anpassung im Einklang mit den Bilanzregeln der Gesellschaft, wenn diese nach dem Datum dieser Bilanz oder vor jedweder Erstellung einer solchen Bilanz erworben werden.

9 Alle Wertpapiere und andere Vermögenswerte, für die eine Bewertung gemäß der vorstehenden Bestimmungen nicht möglich oder durchführbar wäre, oder bei denen eine solche Bewertung nicht ihren angemessenen Veräußerungswert wiedergeben würde, werden zu ihrem angemessenen Veräußerungswert bewertet, der vorsichtig und in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird.

Die nach diesen Bewertungsprinzipien erstellten Beträge werden in die jeweilige Währung des betreffenden Teilfonds umgerechnet, dies zu dem betreffenden von einer Bank oder einem anderen erstklassigen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs.

Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel aufgrund eines versteckten Kreditrisikos, eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unfair, ist der Verwaltungsrat berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung der Vermögenswerte jedes Teilfonds oder Anteilsklasse zu erzielen.

Bewertung von Verbindlichkeiten

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten folgendes:

(a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fällige Beträge;

(b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen, einschließlich (aber nicht begrenzt auf) Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen, die Kosten der Börsennotierung und des Prospekts, der Geschäftsbroschüre und alle anderen Kosten, die in Bezug auf die Verwaltung der Gesellschaft anfallen;

(c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten einschließlich alle fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten in Bezug auf die Zahlung von Geld oder Grundstücken, inklusive der von der Gesellschaft erklärten aber bis zu dem Tag, an dem diese Dividenden durch Verjährung an die Gesellschaft zurückfallen, noch nicht bezahlten Dividenden;

(d) ein angemessener für Steuerzahlungen zurückgestellter Betrag, berechnet auf am Berechnungstag des Nettoinventarwertes sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat zugelassen und genehmigt sind; und

(e) alle anderen Verbindlichkeiten irgendwelcher Natur der Gesellschaft gegenüber dritten Parteien.

Zum Zweck der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt.

Soweit nicht anderweitig bestimmt (sowohl generell als auch im Einzelfall) werden Verantwortlichkeiten auf einer Basis bewertet, welche ordnungsgemäß aktuelle, anfallende und bedingte Verantwortlichkeiten (einschließlich angemessener Rückstellungen für bedingte Verantwortlichkeiten und umstrittene Ansprüche) in Zusammenhang mit den normalen Bilanzierungsregeln der Gesellschaft wie im letzten geprüften Jahresabschluss ausgewiesen oder (vor Ausweisung im letzten geprüften Jahresabschluss) wie von den Wirtschaftsprüfern empfohlen. Verantwortlichkeiten in diesem Sinne sollen auch erklärte aber ungezahlte Dividenden, Steuern (einschließlich latenter Steuern) und vertragliche Verpflichtungen aus dem Investmentverkauf mit einschließen.

Insoweit als Geschäfte und Maßnahmen in Bezug zu einer bestimmten Klasse oder einem Teilfonds eingegangen werden, wird jeder Gewinn / Verlust bezüglich dieser Swap-Verträge der betreffenden Anteilsklasse angerechnet und, für die Zwecke der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen, in ihrer Nettoinventarwertberechnung widergespiegelt.

Mit dem Ziel eines effizienten Managements und zur Verringerung der Betriebs- und Verwaltungskosten kann der Verwaltungsrat bzw. der Anlageverwalter, wie im Prospekt beschrieben, entscheiden, alle oder einen Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds mit Vermögenswerten anderer Teilfonds der Gesellschaft (im Rahmen dieser Bestimmung als "Beteiligte Teilfonds" bezeichnet) gemeinsam zu verwalten. In den folgenden Absätzen bezieht sich der Begriff "Gemeinsam Verwaltete Vermögenswerte" auf alle Vermögenswerte der Beteiligten Teilfonds, die im Rahmen dieses Co-Management verwaltet werden.

In diesem Zusammenhang kann der Verwaltungsrat bzw. der Anlageverwalter für Rechnung der Beteiligten Teilfonds Entscheidungen im Hinblick auf die Anlage, die Veräußerung von Anlagen oder andere Anpassungsmaßnahmen treffen, die sich auf die Zusammensetzung des Portfolios der Beteiligten Teilfonds auswirken. Jeder Beteiligte Teilfonds wird einen Anteil an den Gemeinsam Verwalteten Vermögenswerten halten, der dem Anteil seines jeweiligen Nettoinventarwertes am Gesamtwert der Gemeinsam Verwalteten Vermögenswerte entspricht. Diese Quote findet auf sämtlichen Ebenen des im Rahmen des Co-Management gehaltenen oder erworbenen Portfolios Anwendung. Bei einer Entscheidung über den Erwerb bzw. die Veräußerung von Anlagen bleiben die Quoten unverändert; die zusätzlichen Anlagen werden anhand dieser unveränderten Quoten auf die Beteiligten Teilfonds verteilt, und veräußerte Anlagen werden im Verhältnis der von den einzelnen Beteiligten Teilfonds gehaltenen Gemeinsam Verwalteten Vermögenswerte abgezogen.

Bei neuen Zeichnungen für einen der Beteiligten Teilfonds, werden die Erlöse aus diesen Zeichnungen den Beteiligten Teilfonds auf der Grundlage einer modifizierten Quote zugeteilt, die sich aus der Erhöhung des Nettovermögens des Beteiligten Teilfonds ergibt, für den diese Zeichnungen erfolgt sind und alle Ebenen werden des im Rahmen des Co-Management gehaltenen Portfolios durch Umschichtung der betreffenden Vermögenswerte zur Anpassung an die geänderten Quoten modifiziert. Analog dazu ist es notwendig, bei Rücknahmen für einen Beteiligten Teilfonds einen Betrag an liquiden Vermögenswerten der Beteiligten Teilfonds abzuziehen, der auf der Basis der modifizierten Quoten bestimmt wird; dies hat zur Folge, dass die Ebenen der Portfolios entsprechend angepasst werden müssen. Anteilinhaber sollten sich bewusst sein, dass die Nutzung der Co-Management-Technik auch ohne Einflussnahme durch die zuständigen Organe der Gesellschaft bzw. den Anlageverwalter zu Veränderungen in der Zusammenstellung der Vermögenswerte des Teilfonds führen kann, die sich aus bestimmten Ereignissen bei anderen Beteiligten Teilfonds, wie beispielsweise Zeichnungen und/oder Rücknahmen, ergeben. So führen Zeichnungen für einen Beteiligten Teilfonds zu einer Erhöhung der liquiden Vermögenswerte dieses Beteiligten Teilfonds, wohingegen Rücknahmen eine Verminderung der liquiden Vermögenswerte des betreffenden Beteiligten Teilfonds zur Folge haben. Allerdings können Zeichnungs- und Rücknahmeerlöse auch auf einem speziellen Konto gehalten werden, das für jeden Beteiligten Teilfonds eingerichtet werden kann und nicht den Co-Management-Techniken unterliegt; über dieses Konto können Zeichnungs- und Rücknahmeerlöse geleitet werden. Die auf diesem Konto im Rahmen von umfangreichen Zeichnungen und Rücknahmen getätigten Gutschriften und Abbuchungen sowie die Entscheidungsbefugnis der zuständigen Organe der Gesellschaft bzw. des Anlageverwalters zur jederzeitigen Beendigung der Co-Management-Technik können als eine Form des Ausgleichs angesehen werden für die o.g. Anpassungen der Teilfondsportfolios, sollten diese Anpassungen als entgegen den Interessen der Anteilinhaber der betreffenden Beteiligten Teilfonds eingestuft werden.

Sofern sich Änderungen in der Zusammensetzung eines Portfolios eines einzelnen Beteiligten Teilfonds ergeben, die durch Anteilrücknahmen für diesen Beteiligten Teilfonds oder durch Zahlungen von Gebühren oder Aufwendungen für

einen anderen Beteiligten Teilfonds bedingt sind und die zu einer Verletzung der Anlagebeschränkungen dieses Beteiligten Teilfonds führen würden, werden die relevanten Vermögenswerte vor der Durchführung der entsprechenden Modifikationen aus dem Co-Management herausgenommen.

Gemeinsam verwaltete Vermögenswerte werden nur dann gemeinsam mit Vermögenswerten von Beteiligten Teilfonds verwaltet, wenn die jeweils angewendeten Anlagestrategien miteinander vereinbar sind. Da die jeweiligen Anlagegrundsätze der einzelnen Beteiligten Teilfonds nicht exakt identisch sind, ist es nicht auszuschließen, dass die gemeinsamen Anlagegrundsätze der Gemeinsam Verwalteten Vermögenswerte restriktiver sind als die Anlagegrundsätze der einzelnen Beteiligten Teilfonds.

Der Verwaltungsrat bzw. der Anlageverwalter kann jederzeit und ohne Ankündigung entscheiden, das Co-Management zu beenden.

Die Anteilinhaber können jederzeit am eingetragenen Sitz der Gesellschaft Informationen über den Prozentsatz der Gemeinsam Verwalteten Vermögenswerte und die im Rahmen des Co-Management gemeinsam verwalteten Beteiligten Teilfonds anfordern. Die Anteilinhaber werden außerdem periodische Berichte erhalten, in denen die vorstehenden Informationen ausgeführt sind.

Zeichnungspreis

Art. 24. Zeichnungen erfolgen in Abhängigkeit von den Teilfonds gegen Barzahlungen oder Sachleistungen. Eine Zahlung in Sachleistungen erfolgt (vorbehaltlich und in Übereinstimmung mit allen einschlägigen Gesetzen, in deren Rahmen, sofern erforderlich, auch die Erstellung eines speziellen Prüfberichts erfolgt, der von den Wirtschaftsprüfern der Gesellschaft vorzubereiten und in dem der Wert der im Zuge der Zeichnung gegen Sachleistungen eingebrachten Vermögenswerte zu bestätigen ist) durch Einbringung von Sacheinlagen in die Gesellschaft in Form von Wertpapieren, die für den Verwaltungsrat als annehmbar erachtet werden und die mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und des betreffenden Teilfonds im Einklang stehen.

Wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis je Anteil, zu dem die Anteile angeboten und verkauft werden, stets dem Inventarwert je Anteil der jeweiligen Anteilklasse, wie er in Übereinstimmung mit dem Prospekt berechnet wird, gegebenenfalls zuzüglich eines Ausgabeaufschlages, der vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben wird ("Ausgabeaufschlag"). Der Inventarwert je Anteil einer jeden Anteilklasse wird ermittelt, indem der Wert aller Vermögenswerte eines jeden Teilfonds, der dieser Anteilklasse zuzurechnen ist, abzüglich der dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten des Teilfonds, durch die Summe der am betreffenden Bewertungstag in Umlauf befindlichen Anteile dieser Klasse geteilt und, nach dem Ermessen der Verwaltungsstelle der Gesellschaft, auf das nächste Hundertstel gerundet wird. Die Inventarwerte je Anteil der einzelnen Anteilklassen eines Teilfonds können auf Grund der unterschiedlichen auf jede Anteilklasse dieses Teilfonds erhobenen Aufschläge oder anderer Eigenschaften unterschiedlich ausfallen.

Der auf diese Art ermittelte Preis ist innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Fristen zu zahlen, sofern im geltenden Prospekt keine anders lautenden Regelungen getroffen sind.

Erhobene Ausgabeaufschläge werden von den Zeichnungsbeträgen abgezogen, bevor mit der Anlage der Zeichnungsgelder begonnen wird.

Geschäftsjahr

Art. 25. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das mit dem Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am letzten Tag des Septembers 2009 endet, am ersten Tag des Monats Oktober eines jeden Jahres und endet am letzten Tag des Monats September des darauffolgenden Jahres.

Die Rechnungslegung der Gesellschaft, welche 6 Monate nach dem Ende des Geschäftsjahres erhältlich sind, erfolgt für die einzelnen Teilfonds in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten Währung/en.

Der Jahresabschluss bzgl. jedes Teilfonds, einschließlich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, dem Bericht des Verwaltungsrates und der Mitteilung über die Jahreshauptversammlung wird den eingetragenen Anteilinhabern zugesandt und werden mindestens fünfzehn (15) Tage vor jeder Jahreshauptversammlung veröffentlicht und zur Verfügung gestellt.

Ergebnisverwendung

Art. 26. Die Hauptversammlung der Anteilinhaber jedes Teilfonds bestimmt, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, für jeden Teilfonds und vorbehaltlich etwaiger erklärter oder gezahlter Zwischenausschüttungen, die Verwendung der jährlichen Nettoanlageerträge des jeweiligen Teilfonds.

Ausschüttungen für einen Teilfonds können Zuweisungen von einem Ausgleichskonto für Ausschüttungen enthalten, das für jeden der Teilfonds geführt werden kann und dem gegebenenfalls für einen solchen Teilfonds bei Ausgabe von Anteilen die diesen Anteilen zuzurechnenden Ausschüttungen gutgeschrieben werden; analog dazu werden bei Rücknahme von Anteilen die diesen Anteilen zuzurechnenden aufgelaufenen Erträge einem Ertragsausgleichskonto belastet, das für diesen Teilfonds geführt wird.

Zwischenausschüttungen können vorbehaltlich der gesetzlichen Bestimmungen nach dem Ermessen und auf Entscheidung des Verwaltungsrates erklärt und auf die Anteile jedes Teilfonds aus den Erträgen ausgezahlt werden, die den Vermögenswerten dieses Teilfonds zuzurechnen sind.

Die erklärten Ausschüttungen werden in der Regel in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds bzw. in anderen vom Verwaltungsrat ausgewählten Währungen ausgezahlt; Ort und Zeitpunkt der Auszahlung werden vom Verwaltungsrat bestimmt. Der Verwaltungsrat ist außerdem berechtigt, den maßgeblichen Wechselkurs für den Umtausch der Ausschüttungsbeträge in die jeweilige Zahlungswährung festzulegen. Ausschüttungen in Form von zusätzlichen Anteilen können ebenfalls erklärt werden.

Für Thesaurierende Anteile werden keine Ausschüttungen erklärt.

Auskehrung bei Liquidation

Art. 27. Die Auflösung der Gesellschaft erfolgt unter den Voraussetzungen des anzuwendenden Gesetzes von 2007.

In dem Fall, dass das Eigenkapital der Gesellschaft unter zwei Drittel des vom Gesetz von 2007 erklärten Mindestlevel sinkt, muss der Verwaltungsrat die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft an die Generalversammlung der Anteilhaber weiterreichen, für die kein Quorum vorgeschrieben ist und welche mit der einfachen Mehrheit der bei der Versammlung repräsentierten Anteile entscheidet.

Fällt das Eigenkapital unter ein Viertel des gesetzlichen Mindestlevel, muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Generalversammlung übertragen, für die kein Quorum vorgeschrieben ist. Die Auflösung kann von den Investoren beschlossen werden, die ein Viertel der auf der Versammlung repräsentierten Anteile halten.

Die Versammlung muss innerhalb einer Zeitspanne von 40 Tagen ab dem Zeitpunkt der Kenntnis, dass das Eigenkapital unter zwei Drittel oder ein Viertel des gesetzlichen Mindestlevel gesunken ist, abgehalten werden.

Zudem kann die Generalversammlung der Anteilhaber unter den Bedingungen, die bei einer Satzungsänderung an das Quorum und die Mehrheit gelegt werden, die Gesellschaft aufzulösen.

Bei Auflösung der Gesellschaft ist die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren (die sowohl natürliche als auch juristische Personen sein können) durchzuführen, die von der Versammlung der Anteilhaber ernannt werden, die über die Auflösung beschließt; diese Versammlung der Anteilhaber legt außerdem die Befugnisse und die Vergütung dieser Liquidatoren fest. Die Nettoliquidationserlöse jedes einzelnen Teilfonds werden von den Liquidatoren an die Anteilhaber der jeweiligen Teilfonds im Verhältnis ihres Anteilbesitzes an den einzelnen Teilfonds ausgekehrt.

Das Verfahren der Auflösung erfolgt gemäß dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915.

Die Gesellschaft kann mit Zustimmung der Anteilhaber, die in der nach Artikel 67-1 und 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das "Gesetz von 1915") vorgeschriebenen Weise zu erteilen ist, liquidiert und die Liquidatoren autorisiert werden, allerdings vorbehaltlich einer Mitteilung mit einer Frist von vier (4) Wochen an die Anteilhaber und einem mit Zweidrittelmehrheit gefassten Beschluss der Anteilhaber der Gesellschaft, alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft auf einen Luxemburger OGA im Austausch gegen die Ausgabe von Anteilen an diesem OGA an die Anteilhaber der Gesellschaft im Verhältnis ihres Anteilbesitzes an der Gesellschaft zu übertragen. Ansonsten hat jeder Anteilhaber bei Liquidation Anspruch auf anteilige Auskehrung der Liquidationserlöse seiner Anteilklasse. Gelder die zur Auskehrung an die Anteilhaber im Zuge der Liquidation zur Verfügung stehen, und die von den Anteilhabern nicht geltend gemacht worden sind, werden bei Abschluss der Liquidation bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo sie anspruchsberechtigten Anteilhabern für einen Zeitraum von dreißig (30) Jahren zur Verfügung stehen.

Abschreibung der Gründungskosten

Art. 28. Die Gesellschaft wird die Gründungskosten, die die Kosten und Ausgaben zur Erstellung des ersten Prospekts und die Rechtsberatungs- und sonstigen Kosten, die beim Anlageverwalter in Bezug auf die Festlegung der Struktur und der Gerichtsbarkeit der Gesellschaft angefallen sind, übernehmen. Diese Kosten werden proportional unter den ersten Teilfonds aufgeteilt und für Buchführungszwecke über einen Zeitraum von fünf (5) Jahren abgeschrieben. Nach Ermessen des Verwaltungsrats können die abgeschriebenen Kosten mit neuen Teilfonds geteilt werden.

Satzungsänderung

Art. 29. Diese Satzung kann jeweils von einer Versammlung der Anteilhaber geändert werden, allerdings vorbehaltlich der Bestimmungen zur Mindestanzahl der Anteilhaber zur Beschlussfähigkeit und zur erforderlichen Mehrheit nach Luxemburger Recht.

Allgemeines

Art. 30. Alle Angelegenheiten, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007.

Anfangskapital - Zeichnung und Zahlung

Nachdem die Satzung der Gesellschaft in dieser Weise errichtet wurde, erklärt die anwesende Partei, das Anfangskapital auf EUR 31.000,- (einunddreißigtausend Euro) festzulegen und Anteile des Chremis Sicav-SIF - ECM Balanced Credit Sub-Funds wie folgt zu zeichnen:

European Credit Management Ltd., vorgenannt: Einunddreißig (31) Anteile

Die Anteile wurden alle ohne Aufgeld bar gezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (31.000,- €) nun der Gesellschaft zur freien Verfügung steht, wovon dem unterzeichnenden Notar Beweis gegeben wurde.

131319

Erklärung

Der diese Urkunde ausführende Notar erklärt, dass er die Bedingungen für die Gesellschaftsgründung aus Artikel 26 geprüft und für wahr und eingehalten befunden hat.

Kosten des Gründungsaufwandes

Die erschienenen Parteien erklären, dass die Aufwendungen, Kosten und Gebühren oder Abgaben jedweder Art, welche von der Gesellschaft gezahlt werden müssen als Ergebnis ihres Gründungsbetrages ungefähr bis zu EUR 7.000,- ausmachen.

Generalversammlung der Anteilhaber

Die erschienenen Parteien, die die Gesamtheit der gezeichneten Anteile repräsentieren und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten, fahren umgehend fort, eine Generalversammlung der Anteilhaber abzuhalten.

Nachdem zunächst die Versammlung als ordnungsgemäß einberufen erklärt wird, treffen sie einstimmig die folgenden Beschlüsse:

(i) Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3) festgesetzt.

(ii) Die folgenden Personen werden zu Mitgliedern des Verwaltungsrates ernannt:

- Othman Domiati, Marketer, geboren am 17. November 1960, in Djidda, Saudi Arabien, wohnhaft in Europa Residence, Place des Moulins, MC 98000, Monaco

- Joao de Vasconcellos, Marketer, geboren am 22. Januar 1967, in Salvaterra de Magos, Santarem,, wohnhaft in Rua Miguel Lupi, 44 1 esq., 1200-725 Lissabon, Portugal and

- Jeremy Wrigley, Chief Financial Officer, geboren am 7. November 1963, in Huddersfield, England, wohnhaft in Flat 1,3 Montagu Square, London W1H 2LHA, United Kingdom.

(iii) Die folgende Partei wird als unabhängiger Wirtschaftsprüfer ernannt:

- Deloitte S.A., 560, route de Neudorf, L-2220 Luxemburg, RCS Luxembourg B 67.895.

(iv) Die Amtsdauer der Mitglieder des Verwaltungsrates soll dann enden, wenn dies die Generalversammlung der Anteilhaber, die zur Jahreshauptversammlung am Ende des Geschäftsjahrs 2009 zusammengerufen wird, so beschließt.

(v) Die Ernennungsdauer der unabhängigen Wirtschaftsprüfer soll enden, wenn dies die Generalversammlung der Anteilhaber, die zur Jahreshauptversammlung am Ende des Geschäftsjahrs 2009 zusammengerufen wird, so beschließt.

(vi) Die Adresse des Gesellschaftssitzes ist 5, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg.

Wo die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg errichtet wurde, am Tag, der zu Beginn dieses Dokuments genannt worden ist.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, bestätigt hiermit, dass auf Ersuchen der oben genannten Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch geschrieben und eine deutsche Übersetzung angehängt ist; auf Ersuchen der erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll der englische Text vorgehen.

Die Urkunde wurde pflichtgemäß der erschienenen Partei vorgelesen und die vorliegende Originalurkunde wurde pflichtgemäß gemeinsam mit Uns, dem Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: S. BERNARD und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 octobre 2008. Relation: LAC/2008/41919. Reçu mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 22. Oktober 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008133304/242/1557.

(080157170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Rentex Vertriebs G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 34.866.

Cession de parts intervenue en date du 18 juillet 2008

Monsieur Hans HABER, demeurant Kiefernstrasse, 1, D-66849 LANDSTUHL cède les 75 parts sociales et

Madame Ursula HABER-MÜLLER, demeurant Dresdner Strasse, 2, D-66849 LANDSTUHL, cède les 25 parts sociales qu'ils détiennent dans la société RENTEX VERTRIEBS G.m.b.H., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social 3, rue Nicolas Adames, L-1114 LUXEMBOURG

à Haber Textile Dienste GmbH & Co KG, ayant son siège social Bruchwiesenstrasse, 37, D-66849 LANDSTUHL, qui devient associée unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008137818/506/20.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08245. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Nex-Foto Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 52.196.

—
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale
ordinaire réunie extraordinairement en date du 30 juin 2008*

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs de Madame Denise VERVAET, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, et de Monsieur Pierre SCHILL, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, ainsi que celui du commissaire aux comptes, Fiduciaire GLACIS S.à r.l., ayant son siège social au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG.

L'assemblée accepte la démission de Madame Joëlle LIETZ, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, de ses fonctions d'administrateur et appelle en remplacement Madame Sabrina COLLETTE, avec adresse professionnelle au 18A, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG.

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008137816/506/23.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08248. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Como Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.791.

—
Il résulte des résolutions des Associés en date du 14 octobre 2008 de la société COMO LUXEMBOURG S.à r.l. que les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Election du nouveau Gérant B pour une durée indéterminée à compter du 14 octobre 2008:

Monsieur Jacob Mudde, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam, aux Pays-Bas, ayant pour adresse professionnelle 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Démission du Gérant B suivant à compter du 14 octobre 2008:

Madame Maria Tkachenko, née le 3 mai 1974 à Moscou, Fédération de Russie, ayant pour adresse professionnelle 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMO LUXEMBOURG S.à r.l.

Jacob Mudde

Gérant B

Référence de publication: 2008137824/683/22.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2008, réf. LSO-CV09862. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Natixis Real Estate Feeder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.120.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 127.427.

Extrait des Résolutions des Associés datées du 19 août 2008

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Geoffrey Sartorius, en tant que Gérant de la société et ce avec effet immédiat;
- de nommer Marc Breillout, née le 6 avril 1954 à Saint-Bonnet-Briance, France avec adresse professionnelle au 47, Quai d'Austerlitz, 75013 Paris, France, gérant de la société avec effet immédiat, et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 21 octobre 2008.

Isabelle Clinquart

Mandataire

Référence de publication: 2008137933/9168/18.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2008, réf. LSO-CV09624. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

M & G Finance Luxembourg, Mossi & Ghisolfi Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 123.792.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 30 septembre 2008 que:

Sont nommés administrateurs pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- Monsieur Marco GHISOLFI, entrepreneur, demeurant au 9, Piazza Fratelli Bandiera Milan, Italie,
- Monsieur Marco TOSELLI, entrepreneur, demeurant au 19, via Carducci, Milan, Italie,
- Monsieur Federico FRANZINA, expert-comptable, demeurant professionnellement au 5, place du Théâtre, Luxembourg,
- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, Luxembourg,
- Monsieur Thierry FLEMING, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, Luxembourg, Président.

L'assemblée décide de nommer commissaire aux comptes pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- AUDIEX S.A., 57, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg.

L'assemblée décide de nommer réviseur d'entreprises pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- Deloitte S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2008137825/534/30.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07563. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Rasa Land Investors LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.367.

En date du 26 septembre 2008, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Vincent VAITTY de son mandat de gérant A de la Société avec effet au 26 septembre 2008;

- de nommer Monsieur Gérald WELVAERT, né le 15 juillet 1977 à Uccle, Belgique, ayant pour adresse professionnelle le 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet au 26 septembre 2008 et ce pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le Conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

- Monsieur Javier OLASCOAGA PALACIO, Gérant B
- Monsieur Wim RITS, Gérant A
- Monsieur Gérald WELVAERT, Gérant A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rasa Land Investors LuxCo S.à r.l.

Wim Rits

Gérant A

Référence de publication: 2008137822/683/24.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09163. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Mossi & Ghisolfi International S.A., en abrégé M&G International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 66.955.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 30 septembre 2008 que:

L'assemblée décide de nommer réviseur d'entreprises pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- Deloitte S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Le mandat du réviseur d'entreprises pour les comptes consolidés venant à échéance, l'assemblée décide d'élire réviseur d'entreprises pour la consolidation pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- Deloitte S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2008137827/534/21.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07599. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Homes pour Personnes Agées de la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 48A, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg F 799.

—
Il résulte d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'association en date du 27 octobre 2008 conformément à la loi du 21 avril 1928 que les statuts de l'association (voir Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations N° 388 en 1995) ont été modifiés comme suit:

1. Article 2, alinéa 1^{er}.

L'article 2, alinéa 1^{er} aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. Alinéa 1^{er}.** L'association a pour objet l'exploitation de centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins ou centres psycho-gériatriques et l'exercice de toutes autres activités dans le domaine social.»

2. Article 2, alinéa 2.

L'article 2, alinéa 2 aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. Alinéa 2.** Les objets de l'association devront toujours se faire dans le respect des principes éthiques chrétiens et dans l'esprit de la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg.»

3. Article 8, alinéa 2.

L'article 8, alinéa 2 aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 8. Alinéa 2.** Les administrateurs sont rééligibles et toujours révocables par l'assemblée générale.»

4. Article 24.

L'article 24, aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 24.** Les membres et les membres d'honneur peuvent être astreints au paiement d'une cotisation annuelle dont l'exigibilité et le montant seront fixés par l'assemblée générale, sans que cette cotisation ne puisse dépasser 25 Euro.»

Référence de publication: 2008137832/4648/28.

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 2008, réf. LSO-CW01153. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Millicom International Cellular S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 40.630.

—
EXTRAIT

Le titre de M. Bruno Nieuwland, délégué à la gestion journalière, a été changé de Directeur de la Planification et de l'Analyse Financière de la Société à Directeur des questions fiscales et de la finance internationale.

Depuis le 1^{er} septembre 2008, la gestion journalière de la Société est déléguée aux personnes suivantes:

1. M. Marc Beuls, Directeur exécutif;
2. M. Bruno Nieuwland, Directeur des questions fiscales et de la finance internationale;
3. M. François-Xavier Roger, Directeur financier.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Pour Millicom International Cellular S.A.

Signature

Référence de publication: 2008137829/5267/20.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08491. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

M&G Packaging s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 86.908.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des associés tenue le 30 septembre 2008 que:

L'assemblée décide d'élire commissaire aux comptes pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- Ernst & Young S.A., 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach.

L'assemblée décide d'élire réviseur d'entreprises pour la consolidation pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes consolidés au 31 décembre 2008:

- Ernst & Young S.A., 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach.

Luxembourg, le 3 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2008137826/534/20.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07585. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

**International Investment Development S.A., Société Anonyme,
(anc. Tamaco European S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 94.762.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 15 septembre 2008

- A été nommée aux fonctions d'administrateur et d'administrateur délégué et de Président du Conseil d'Administration, pour un terme prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2013, Madame Luisella MORESCHI, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

- La société ne sera valablement engagée que par la co-signature obligatoire de son administrateur délégué, Madame Luisella MORESCHI, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008137923/744/19.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06624. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Binsfeld & Bintener S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8205 Kehlen, 8, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 90.628.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale reconduit le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes. Leurs mandats viennent à expiration à l'assemblée générale ordinaire devant statuer sur l'exercice social de l'an 2008.

1) Conseil d'Administration

Administrateurs:

Monsieur BINTENER Fred, administrateur,

Monsieur KLEIN Tom, administrateur, résident 29, Cité Nock - L-8710 BOEVANGE/ATTERT,

Monsieur PAQUET Michael, administrateur.

2) Commissaire aux comptes

AUXILIAIRE GENERALE D'ENTREPRISES SA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR EXTRAIT CONFORME

Signatures

Référence de publication: 2008137843/514/22.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2008, réf. LSO-CV03711. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Fidji Luxembourg (BC), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 110.918.

—
En date du 20 octobre 2008, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de nommer Monsieur Walid Sarkis, né le 14 septembre 1969 à Beyrouth, Liban, ayant comme adresse 470-28 Old Brompton Road, Londres, SW7 3SS, Royaume-Uni, en tant que nouveau gérant avec effet au 20 octobre 2008 et à durée indéterminée,

- de nommer Monsieur Marc Valentiny, né le 11 mai 1964 à Liège, Belgique, ayant comme adresse 16 Bedford Road, Londres, W4 1JH Royaume-Uni, en tant que nouveau gérant avec effet au 20 octobre 2008 et à durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2008.

FIDJI LUXEMBOURG (BC)

Signature

Référence de publication: 2008137835/250/20.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09038. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Selama S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4745 Pétange, 82, An den Jenken.

R.C.S. Luxembourg B 79.769.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008137881/2167/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2008, réf. LSO-CV09963. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Newtown Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 32.679.

Extrait des résolutions

prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 14 août 2008

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission de Monsieur Fabio MAZZONI de son poste d'administrateur de la société avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale nomme Monsieur Alain PEIGNEUX, résidant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société avec effet immédiat.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui se tiendra en 2014.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission de Wood, Appleton, Oliver Experts-Comptables S.à r.l. de son poste de Commissaire aux Comptes de la société avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale nomme Read S.à r.l., ayant son siège social au 31A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au poste de Commissaire aux Comptes de la société avec effet immédiat.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui se tiendra en 2014.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008137848/587/26.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07703. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

MME Energy Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 92.506.

Extrait des résolutions prises

lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 15 septembre 2008

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

Madame Géraldine SCHMIT, résidant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Madame Sandra HOREMANS-MERLONI, résidant professionnellement au C/O Onyx, 25, voie des Traz, CH-1211 Genève 5.

Monsieur Alain HEINZ, résidant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Le mandat des administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui se tiendra en 2014.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission de Wood, Appleton, Oliver Experts-Comptables S.à r.l. de son poste de Commissaire aux Comptes de la société avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale nomme Read S.à r.l., ayant son siège social au 31A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au poste de Commissaire aux Comptes de la société avec effet immédiat.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui se tiendra en 2014.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008137856/587/28.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07706. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Immovina Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 77.168.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 18 août 2008

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission de Monsieur Fabio MAZZONI de son poste d'administrateur de la Société avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale accepte la nomination de Monsieur Alan DUNDON, né le 18 avril 1966 à Dublin (Irlande) avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, au poste d'Administrateur de la Société avec effet immédiat.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008137852/587/20.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07718. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

Randstad Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.795.194.075,00.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 138.753.

EXTRAIT

Il résulte du contrat de vente daté du 3 juillet 2008, passé entre Randstad Group Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés à la section B, sous le numéro 138.754, et Randstad Holding N.V., une société régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Diemermer, 25, 1112 TC Diemen, Pays-Bas et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 33216172, que:

- Les cinq cents (500) parts détenues dans la Société par Randstad Holding N.V., précitée, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, sont transférées à Randstad Group Luxembourg S.à r.l., précitée, le 3 juillet 2008, de telle sorte que Randstad Group Luxembourg S.à r.l. devient ainsi l'unique associée de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2008.

Pour extrait conforme
Gérard BECQUER
Gérant

Référence de publication: 2008137847/556/24.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06345. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.

MIC European Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 106.259.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and eight, on the first day of October.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

Régis Galiotto, jurist, with professional address at Luxembourg,
"the proxy"

acting as a special proxy of Macquarie Yorkshire LLC, 1209, Orange Street, 19801 City of Wilmington, County of New Castle, USA;

"the mandator"

by virtue of a proxy under private seal given which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The proxy declared and requested the notary to act:

I.- That the "société à responsabilité limitée", "MIC European Financing S.à r.l.", a limited company having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered in the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, section B number 106.259, has been incorporated by deed enacted on the 11th day of February 2005.

II.- That the subscribed share capital of the société à responsabilité limitée "MIC European Financing S.à r.l." amounts currently to GBP 13,000.- represented by 500 Shares with a nominal par value of GBP 26.- each, fully paid up.

III.- That the mandator declares to have full knowledge of the articles of association and the financial standings of "MIC European Financing S.à r.l."

IV.- That the mandator as a sole shareholder and liquidator declares explicitly to proceed with the dissolution of the said company.

V.- That the mandator declares that all the known debts have been paid and that he takes over all assets, liabilities and commitments of the dissolved company and that the liquidation of the company is terminated without prejudice as it assumes all its liabilities.

VI.- That the shareholder's register or any other securities' register of the dissolved company has been cancelled.

VII.- That the financial statements of the company as at the date of dissolution are hereby approved.

VIII.- That the mandator fully discharges the managers for their mandate up to this date.

IX.- That the records and documents of the company will be kept for a period of five years at the registered office of the dissolved company.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read, the above-mentioned proxy-holder signed with us, the notary, the present original deed.

Follows the translation in french of the foregoing deed, being understood that in case of discrepancy, the English text will prevail.

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède,
étant entendu qu'en cas de divergence le texte anglais fait foi.**

L'an deux mille huit, le premier octobre.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Régis Galiotto, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg;

131328

"le mandataire"

agissant en sa qualité de mandataire spécial de Macquarie Yorkshire LLC, 1209, Orange Street, 19801 City of Wilmington, County of New Castle, USA;

"le mandant"

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée "MIC European Financing S.à r.l.", ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 106.259, a été constituée suivant acte reçu le 11 février 2005

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée "MIC European Financing S.à r.l.", prédésignée, s'élève actuellement à GBP 13.000,-, représentés par 500 actions ayant chacune une valeur nominale de GBP 26,-, intégralement libérées.

III.- Que son mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "MIC European Financing S.à r.l."

IV.- Que son mandant en tant qu'associé unique et liquidateur, déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que son mandant déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des associés de la société dissoute, ainsi qu'à l'annulation de tout autre registre existant.

VII.- Que les états financiers de la société à la date de dissolution sont ici approuvés.

VIII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les gérants de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

IX.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège de la société dissoute.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 3 octobre 2008. Relation: LAC/2008/40131 - Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008138679/211/81.

(080162659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2008.

Compagnie de Développement de l'Eau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 64.375.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire et de la réunion du Conseil d'Administration en date du 14 octobre 2008, les décisions suivantes ont été prises:

1. La démission de Monsieur John F.Eardley de sa fonction d'Administrateur est acceptée.

2. Est nommé jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2009:

- Jean-Paul LUGEON, né le 24 décembre 1942 à Lausanne, demeurant au 53, avenue de Mategnin, CH-1217 Meyrin, Administrateur.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008137819/504/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07656. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080161709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2008.